

DU TRIBUNISME AU COMMUNISME (1900-1918)

CHAPITRE PREMIER

ORIGINES ET FORMATION DU COURANT “ TRIBUNISTE ” (1900-1914)

Les débuts du mouvement ouvrier.

Domela Nieuwenhuis, le SDB et le SDAP

Le poids politique de la Hollande dans le mouvement ouvrier international avant et après la Première Guerre mondiale apparaît démesuré eu égard au sous-développement industriel du pays et à la domination écrasante de l'agriculture. Pays classique de la révolution bourgeoise au XVI^e siècle - insurrection des tisserands de Hondschoote (1566) et résistance finalement victorieuse de la bourgeoisie et de la noblesse calvinistes à l'absolutisme espagnol -, le royaume des Pays-Bas avait connu son plein essor sous la forme de capital commercial soutiré de ses colonies. Les Pays-Bas avaient connu leur âge d'or bourgeois au XVII^e siècle. Que ce fut sous la forme monarchique (régime orangiste) ou républicaine (sous les De Witte, à l'époque de Spinoza), les Pays-Bas apparaissaient non seulement comme un moteur de développement capitaliste, mais comme le pôle intellectuel de la pensée bourgeoise, placée sous le signe de la Raison et de la Tolérance religieuse. Le XVIII^e siècle, après les guerres menées par Louis XIV, fut celui du déclin. Les Pays-Bas survivaient dans leur passé glorieux grâce à leurs colonies des Indes (Java) et à leur compagnie coloniale : la Compagnie des Indes. L'âge d'or de la Compagnie des Indes orientales (*Oost-Indische Compagnie*), qui exploitait l'Indonésie coïncida avec la mainmise de l'État (1800) sur son fructueux commerce, tandis que le roi obtenait le monopole commercial d'État pour l'exploitation de cette colonie.

Grugée par le roi des profits des colonies, qui ne s'investissaient pas dans le secteur industriel mais de façon spéculative, la bourgeoisie hollandaise - malgré sa longue histoire - jouait encore jusqu'à la fin du XIX^e siècle un rôle secondaire, aussi bien sur le plan économique que sur le plan politique. C'est ce qui explique son " radicalisme " verbal pendant cette période où elle végétait à l'ombre de l'État et l'enthousiasme chez certains pour le marxisme, enthousiasme qui disparut vite dès le début du siècle. La tendance libérale demeurait faible. La bourgeoisie hollandaise s'appuyait plutôt sur des partis cléricaux ouvertement réactionnaires, tels : le Parti antirévolutionnaire, calviniste, et l'Union chrétienne

historique (C.H.U.). Lorsque apparut la social-démocratie, en même temps que les libéraux, elle eut tendance à se considérer comme l'aile gauche extrême du parti libéral. Ce qui n'était pas sans rappeler le " marxisme légal " de Struvé en Russie (1). Le déclin de la bourgeoisie marchande dès la fin du XVIIe siècle, son incapacité à développer un capital industriel, la recherche de placements spéculatifs dans la terre, tous ces facteurs expliquent l'arriération économique des Pays-Bas au milieu du XIXe siècle. Ainsi, en 1849, 90 % du Produit national hollandais provient encore de l'agriculture. Si 75 % de la population vit dans les villes, la majorité végète dans un état de chômage permanent et ne vit que des aumônes des possédants et des Églises. En 1840, à Haarlem, ville de 20.000 habitants, 8.000 pauvres sont recensés, chiffre bien en deçà de la réalité. La dégénérescence physique de ce sous-prolétariat était telle que, pour la construction des premières lignes de chemin de fer, les capitalistes hollandais durent faire appel à la main-d'œuvre anglaise.

Dans son étude *Kapitaal en Arbeid in Nederland* (2), la théoricienne socialiste Roland Holst notait que : " Depuis la deuxième moitié du XVIIIe siècle, notre pays était entré en décadence, puis dans un état de stagnation et de développement défectueux, anormalement lent. En l'espace de plusieurs générations, notre prolétariat dégénéra physiquement et spirituellement. " Et Engels, dans le même sens, analysait les Pays-Bas du XIXe siècle comme " un pays dont la bourgeoisie se nourrit de sa grandeur passée et dont le prolétariat s'est tari " (3).

Ces caractéristiques historiques expliquent la lenteur du développement du mouvement ouvrier et révolutionnaire aux Pays-Bas. Le mouvement ouvrier fut au départ un mouvement d'artisans et d'ouvriers de petites entreprises artisanales, où les cigariers et les ouvriers diamantaires - qui formaient un prolétariat juif à Amsterdam - jouaient un rôle de premier plan. La classe ouvrière proprement " néerlandaise " - c'est-à-dire d'origine rurale - était encore au milieu du XIXe siècle extrêmement réduite. Le prolétariat était soit d'origine juive soit allemand. Cette particularité explique la réceptivité très grande au marxisme. Mais le caractère tardif du développement industriel, laissant subsister les traits archaïques du travail artisanal, simultanément, fit de la Hollande pendant plusieurs

décennies une terre d'élection pour l'anarchisme.

Jusqu'en 1848, les mouvements sociaux restèrent très limités prenant la forme d'explosions de révolte qui en tant que telles ne pouvaient se donner des buts conscients. Les manifestations de chômeurs d'Amsterdam et la marche de la faim de La Haye, en 1847, n'étaient pas encore des expressions claires d'une conscience de classe ouvrière, en l'absence d'un prolétariat développé et concentré. Pendant la Révolution de 1848, les manifestations et les pillages de magasins à Amsterdam avaient été le fait d'un véritable *Lumpenproletariat* dont les actions

Les premières formes d'organisation du prolétariat en Hollande traduisent immédiatement la nature internationale du mouvement ouvrier naissant. En 1847, se créa un Club communiste d'ouvriers allemands qui déploie ses activités dans le prolétariat néerlandophone (4). Un an plus tard, la Ligue des communistes, qui avait plusieurs sections aux Pays-Bas, pouvait introduire illégalement des exemplaires, tout juste sortis de l'imprimerie, de la première édition du Manifeste communiste. Mais ces premiers pas du mouvement marxiste restèrent pendant plus de 20 années sans lendemain, en l'absence d'un véritable développement industriel qui ne se manifesta qu'à partir des années 1870. La section de l'A.I.T. resta sous l'influence des idées anarchistes et syndicalistes, lorsque se forma en 1871 la Ligue ouvrière des Pays-Bas. En effet, en 1872, au congrès de La Haye, les délégués hollandais se rallièrent aux thèses de Bakounine. Mais l'un d'entre eux, l'ouvrier tailleur Hendrik Gerhard (1829-1886), fut un des précurseurs et fondateurs du mouvement social-démocrate.

C'est l'industrialisation naissante, favorisée par l'afflux de capitaux allemands, à la suite de la victoire de la Prusse sur la France, qui permit finalement la naissance du mouvement socialiste hollandais. En 1878, est fondée à Amsterdam l'Association social-démocrate (*Sociaal-Democratische Vereeniging*) qui va bientôt entraîner localement (La Haye, Rotterdam, Haarlem) le surgissement de groupes se fixant comme tâche la direction de la lutte de classe. Le regroupement de ces associations ouvrières prend le nom d'Union social-démocrate (*Sociaal-Democratisch Verbond*), en 1881. Son premier président est H. Gerhard, ancien secrétaire de la section de l'Association internationale des travailleurs

(AIT) aux Pays-Bas.

La personnalité qui va marquer à ses débuts le mouvement ouvrier hollandais est Domela Nieuwenhuis (1846-1919), ancien pasteur converti au socialisme. A l'époque, Domela n'était pas encore devenu anarchiste et menait de grandes campagnes pour le suffrage universel. L'activité de son mouvement consistait à diriger les grèves économiques et à favoriser l'édification de syndicats. La fondation en 1879 de la revue *Recht voor Allen* (" Le Droit pour tous ") par Domela Nieuwenhuis, qui devient l'organe du SDB, favorisa l'agitation dans les groupes ouvriers. son activité était multiple : diffusion de tracts dans les usines et les casernes, tâches d'éducation du prolétariat par des cours sur le marxisme; manifestations et meetings contre l'armée, les églises, la monarchie, l'alcoolisme et la justice de classe.

Bientôt, la répression allait s'abattre sur le mouvement ouvrier naissant. En 1886, Nieuwenhuis fut arrêté et condamné à une année de prison. Pour la première fois de son histoire, la police commença à s'armer, aidée par l'intervention de l'armée " en cas de conflit ". La police avait le droit d'être présente dans les réunions publiques, de les dissoudre et d'arrêter les orateurs socialistes.

Se considérant comme un disciple de Marx et de Engels, Domela Nieuwenhuis maintint pendant longtemps des contacts épistolaires avec les théoriciens du socialisme scientifique. Ceux-ci bien que suivant avec sympathie le développement du mouvement socialiste en Hollande étaient très réservés sur les conceptions immédiatement " révolutionnaristes " de Domela Nieuwenhuis. Marx mettait en garde contre tout doctrinarisme qui chercherait à dresser des plans sur " un programme d'action pour le premier jour après la révolution " (5). Le bouleversement de la société ne pouvait être un " rêve de la fin du monde prochaine ". Au contraire, " la notion scientifique de la décomposition inévitable et constante du régime social existant, les masses de plus en plus exaspérées par des gouvernements qui incarnent les spectres du passé, et d'autre part le développement positif des moyens de production, tout cela nous garantit qu'au moment où la véritable révolution prolétarienne éclatera, *modus operandi* (toutes les conditions) de son progrès immédiat (rien moins qu'idylliques,

évidemment) auront été créées.” (6).

L'importance de Domela Nieuwenhuis aux Pays-Bas ne se situe pas seulement dans son activité d'agitateur et d'organisateur de la classe ouvrière. Il fut le premier à faire éditer sous une forme abrégée *Le Capital* de Marx. Néanmoins, théoriquement, il était très loin d'être marxiste. Ses écrits innombrables manifestaient un éclectisme théorique, combinant humanisme social et religiosité éthique, par un attachement persistant au christianisme des origines. Propagateurs de l'athéisme et de la “ libre pensée ”, les groupes de “ libres-penseurs ” eurent un écho considérable en milieu ouvrier, particulièrement en Allemagne et aux Pays-Bas.

Domela Nieuwenhuis apparaissait en fait comme un prophète dans la classe ouvrière néerlandaise, à peine naissante. Celle-ci, marquée par l'influence profonde du christianisme, se reconnaissait dans le style apocalyptique du pasteur, dans ses idées éclectiques, à caractère éthique, utopique et eschatologique. Domela Nieuwenhuis symbolisait l'émergence lente et confuse d'un prolétariat à peine développé, et encore pénétré d'esprit religieux, protestant, catholique ou juif.

Néanmoins, Domela Nieuwenhuis au sein du SDB (Union sociale démocrate) - qui se dénomma aussi Parti social-démocrate (SDP) en 1884 - restait un homme de parti et socialiste, dans les années, 1880. Comme la social-démocratie allemande, il était convaincu de la justesse de la tactique parlementaire, comme tribune révolutionnaire pour le mouvement ouvrier naissant. Très populaire parmi les ouvriers “ aux mains calleuses ” (*Met de vereelte vuist*), composé de près de 90 % de prolétaires, le parti avait une audience considérable aussi chez les petits paysans du Nord. Domela Nieuwenhuis fut élu d'ailleurs par les petits paysans de Frise en 1888, et jusqu'en 1891, comme député non sans s'être allié avec le Parti populaire frison (*Friese Volkspartij*), un étrange amalgame de populistes, de socialistes et de régionalistes. Pendant trois années, il fut un parlementaire social-démocrate reconnu, proposant d'importantes réformes : sécurité sociale, indépendance des colonies, suppression du salaire en nature, interdiction du travail des enfants, lutte contre le chômage, séparation de l'Eglise protestante calviniste et de l'Etat, nationalisation de la terre, grands travaux, etc. Le succès de la

propagande du SDB en milieu ouvrier était tel que le parti eut tôt fait de gagner, en 1893, 6.000 adhérents. (7).

Mais bientôt, dès 1891, Domela Nieuwenhuis ne tarda pas à rejeter le parlementarisme, et devint le seul dirigeant social-démocrate antiparlementaire au sein des instances de la I^{ère} Internationale, créée en 1889. Ce rejet du parlementarisme le rapprocha sensiblement des positions anarchistes. Cette évolution s'expliquait par l'essor grandissant de la lutte de classe dans les années 1890, qui se traduisait autant par une croissance numérique que par une "impatience révolutionnaire" au sein du mouvement ouvrier organisé. Sous la pression d'une grave crise cyclique, qui causa le développement du chômage, des troubles éclatèrent dans, la plupart des pays d'Europe. Aux Pays-Bas, les ouvriers s'affrontaient en permanence à la police, laquelle soutenait les bandes de la pègre qui donnaient l'assaut aux locaux du SDB, pour les détruire. Dans un climat apocalyptique, qui entretenait l'espoir d'une proche "lutte finale", Domela Nieuwenhuis et les militants du SDB se mirent à douter de la tactique parlementaire, qui leur apparaissait contradictoire avec la lutte révolutionnaire.

Cette mise en cause du parlementarisme n'était pas propre au parti. Les années 1890 virent se développer aussi bien l'opposition anarcho-syndicaliste qu'une opposition dans la social-démocratie internationale qui rejetait toute activité électorale et parlementaire comme opportuniste. La forte domination de la fraction parlementaire sur les partis socialistes, les tendances opportunistes qu'elle véhiculait, autant de facteurs, qui expliquaient la révolte d'une partie des nouveaux adhérents, contre la direction des partis. Ceux qui se nommeront les Jeunes (*Jungen*) en Allemagne, et dont l'exemple se propagea à d'autres pays, comme la Belgique, la Suède et le Danemark, vont être à la pointe de la contestation antiparlementaire. Mais cette contestation demeurait ambiguë : elle dénonçait les tendances réformistes gangrenant la direction parlementaire, mais cédait progressivement à des tendances, anticentralistes, anarchisantes et individualistes, nourries d'espérances "messianiques" et de la mystique de la "propagande par le fait". L'exemple de l'Allemagne et de la Belgique est particulièrement significatif.

En Allemagne, en pleine période des “ lois antisocialistes ” interdisant le parti social-démocrate, s’était formée en 1879 une opposition autour de Johann Most (1846-1906) - future grande figure de l’anarchisme américain - et de W. Rasselmann, regroupée autour du journal *Freiheit*. Cette opposition éclectique, qui s’inspirait de Dühring et Blanqui, s’insurgeait contre la “ tactique légale des chefs ” et préconisait une tactique conspirative. Elle soutenait que “ l’époque du bavardage parlementaire (était) révolue ” et que “ l’époque des actes (commençait) ”. Exclue en 1880, cette opposition - qui évoluait rapidement vers l’anarchisme de la “ propagande par le fait ” - était remplacée dès 1885 par celle des *Jungen*. S’appuyant sur les étudiants et aussi toute une bohème intellectuelle à Berlin, cette opposition - conduite par Max Schippel, Conrad Schmidt, Ignaz Auer, et plus tard Vollmar - s’insurgeait contre la dictature de la fraction des “ chefs ” parlementaires et boycotta en 1886 les élections communales à Berlin. Elle dénonçait dans le parti social-démocrate “ l’influence petite-bourgeoise et socialiste d’Etat ”. Mais, surtout, elle remettait en cause l’idée d’une organisation centralisée, en encourageant la “ formation de groupes autonomes, c’est-à-dire indépendants, dans lesquels le principe centraliste est complètement laissé de côté ”. En 1891, la scission était consommée. Les “ Jeunes ” créaient l’Association des socialistes indépendants - *Verein unabhängiger Sozialisten*, organisation fédéraliste. Comme les anarchistes, elle développait l’idée d’une individualisation de l’ouvrier et propageait la tactique de la “ pure lutte de classe ”, en même temps qu’un vigoureux antiparlementarisme. D’abord hostile à l’anarchisme, la plupart des membres de l’Association - comme Gustav Landauer - évoluèrent vers ce courant. En 1894, l’organisation se dissolvait. La plupart de ses militants retournèrent au SPD. Ses chefs, comme Max Schippel, Kampfmeyer et Vollmar ne tardèrent pas à devenir des porte-parole du révisionnisme. Il est certain que le courant des “ *Jungen* ” allemands n’est pas sans présenter des similitudes avec le courant de Domela Nieuwenhuis. Il préfigurait, d’une certaine façon, sur le plan idéologique, le courant communiste des conseils, du moins sous sa forme anticentraliste et antipolitique (8).

En Belgique, la crise économique qui frappait les pays d’Europe, entraîna en 1881 de violentes émeutes ouvrières. La grève générale se répandit comme une traînée de poudre, surtout en Wallonie,

de façon spontanée. Dans une atmosphère de lutte sociale intense se constitua un courant qui en appelait à l'action directe, au sein du Parti ouvrier belge (POB). En 1887, le groupe d'Alfred Deguisseaux quitta le POB pour constituer le parti socialiste républicain (PSR). Bien que partisan du suffrage universel - à la différence des Jeunes - le PSR se proclamait le champion de la grève insurrectionnelle. L'idéologie était marquée par le blanquisme appelant à la violence minoritaire, par l'usage de " pétrole et de dynamite ". Cette dissidence dont la base sociale était le prolétariat minier du Borinage, proclamait que " la révolution gronde à nos portes ". Sans programme et perspectives politiques, elle disparut en 1889 et réintégra le parti. Sa disparition laissa la place nette à une orientation électoraliste et réformiste dans le POB, qui reléguait la révolution au second plan au profit d'une tactique électorale., centrée sur l'obtention du suffrage universel. Cette orientation fut parfaitement exprimée par César de Paepe : " Si nous voulons le suffrage universel, c'est pour éviter une révolution, car réforme ou révolution, suffrage universel ou bouleversement universel, tel est le dilemme qui se pose au peuple belge en ce moment. " (9).

La question qui se posait au mouvement ouvrier de l'époque était de savoir si la période historique était immédiatement révolutionnaire ou si, au contraire, s'ouvrait un cycle de croissance du capitalisme, qui impliquait une activité d'organisation du prolétariat dans les syndicats et d'agitation dans les élections. Domela Nieuwenhuis et le courant des " Jeunes " cristallisaient, de façon nette une impatience d'autant plus vive qu'elle s'appuyait sur des mouvements sociaux considérables et s'opposait à des tendances réformistes réelles dans la social-démocratie naissante.

Dans le SDB, l'idée d'une " action directe " rencontrait un grand écho. Il est hautement significatif que Schaper (1868-1934), un des futurs chefs du courant révisionniste, en 1893 fit au congrès du SDB du parti, une proposition d'épargner de l'argent pour l'armement, et qu'il s'entraîna au tir au revolver pendant les intersessions. Tous les futurs chefs révisionnistes du SDAP avaient peu avant la scission qu'ils provoquèrent une attitude extrêmement radicale. Van Kol (1852-1925), encore ami de Domela Nieuwenhuis, était antiparlementaire et faisait des déclarations enflammées pour la révolution

“ seulement par une violente guerre civile ”. En 1894, Troelstra se déclarait le partisan résolu de la violence. Toutes ces proclamations incendiaires en particulier celles de Schaper valurent au SDB, son interdiction par le gouvernement en 1894. Il prit alors le nom de *Socialistenbond* (Union socialiste) (10).

Néanmoins, ce radicalisme du SDB et de Domela Nieuwenhuis, qui était plus verbal que réel, entraînait un lent et inexorable isolement du Parti dans le mouvement social-démocrate international. Dans la IIe Internationale, Domela Nieuwenhuis propageait de plus en plus l'idée considérée alors comme anarchiste de “ grève générale ”. En 1891, il défendit la nécessité de la grève générale des travailleurs des pays belligérants en cas de guerre. Sa motion fut rejetée en faveur de celle de Wilhelm Liebknecht père de Karl Liebknecht. Cette dernière motion se contentait de souligner les racines capitalistes du militarisme, sans préconiser les moyens de le combattre. Cette insistance de Domela Nieuwenhuis sur la grève générale, comme panacée universelle de la révolution, fit passer au second plan une idée essentielle, qui fut reprise par la suite par toute la Gauche marxiste : rejet de la distinction entre “ guerre défensive ” et “ guerre offensive ”. En 1893, au congrès de Zurich, la proposition de F. Domela Nieuwenhuis d'une grève générale associée à la grève militaire, et même à la grève des femmes, montrait une adhésion de fait à anarchisme. La résolution adoptée par le congrès, faisant une obligation de repousser tous crédits de guerre et de se battre pour le désarmement et l'abolition des armées permanentes, montrait que la social-démocratie internationale était loin de revêtir le caractère “ entièrement petit et moyen bourgeois ” que F. Domela Nieuwenhuis voulait bien lui prêter. En fait, comme le montrait le congrès de Zurich, le point de clivage se trouvait entre marxistes, acceptant organisation et action politiques du prolétariat, et anarchistes les rejetant, non en théorie mais dans la pratique. Le congrès faisait dorénavant une obligation aux organisations adhérentes à l'Internationale (partis, syndicats, associations) de reconnaître “ la nécessité de l'organisation ouvrière et de l'action politique ”.

Ce fut la question de la participation aux élections, comme moyen d'action politique de la social-

démocratie, qui scinda le SDB. En 1893, au congrès de Groningue, F. Domela Nieuwenhuis proposa une résolution rejetant inconditionnellement toute activité électorale. Elle fut acceptée à une faible majorité : 47 pour 40 contre et 14 abstentions. Le marxiste Frank van der Goes (1859-1939), qui avait pris la tête de l'opposition à F. D. Nieuwenhuis, fut expulsé du parti. Troelstra (1860-1930) prit alors l'initiative, soutenu par les chefs de la social-démocratie allemande, d'organiser parallèlement au SDB des sociétés électorales socialistes, sans tenir compte de la résolution. du congrès. La scission devenait inévitable.

En août 1894, un groupe de dirigeants et militants du SDB, appelé ironiquement les " 12 apôtres " (11 par ses adversaires parmi lesquels Troelstra, Van der Goes, Schaper, Van Kol et Vliegen, prenait l'initiative de former un Parti ouvrier social-démocrate, le SDAP (Social-Democratische Arbeiders Partij), sur la base du programme de la social-démocratie allemande. A ses débuts, le SDAP apparaissait comme une petite secte : moins de 100 membres en 1894; 600 en 1895, dont 250 à peine venaient du SDB. Pour les ouvriers politisés, ce parti apparut pendant longtemps comme une entreprise scissionniste, dirigée par quelques " messieurs " (*Herren*) de la classe moyenne. Le SDAP était en effet majoritairement composé d'intellectuels issus de la classe moyenne. Sa base sociale électorale n'était pas les ouvriers d'industrie, attachés au SDB, mais les petits fermiers et les ouvriers agricoles de la Frise. Pour la masse des ouvriers restés dans le SDB, la scission apparaissait comme une scandaleuse manœuvre.

La scission était prématurée et confuse, parce que la minorité avait quitté le parti sans chercher à convaincre la majorité de la justesse de ses positions et qu'elle l'avait fait uniquement pour participer aux élections, alors qu'une récente loi électorale atténuait le régime censitaire, établi au bénéfice des couches possédantes. En dehors de Frank Van der Goes qui était un marxiste orthodoxe, la direction du SDAP nourrissait des arrière-pensées électoralistes et réformistes - alors que ses membres avaient joué à l'extrémisme verbal, peu auparavant, dans le SDB. Troelstra ne déclarait-il, en 1895, à un meeting de son parti, que son but était " surtout de constituer un mouvement ouvrier organisée qui,

comme parti autonome, puisse prendre place à côté des partis bourgeois ” (12).

En fait, le SDB avait évolué de son côté. Une minorité de plus en plus importante, qui allait devenir la majorité, se ralliait à la tactique électorale. En 1897, le SDB - principal parti ouvrier avec ses 2.000 militants - présentait des candidats. Plusieurs furent élus dans les conseils municipaux, et même un au Parlement. Cette nouvelle orientation, qui marquait la séparation avec le courant anarchiste antiélectoral, rendait caduque l'existence séparée du SDB. Fortement ébranlé par l'hémorragie de ses militants, qui rejoignaient soit le SDAP soit le courant libertaire, le SDB décidait en juin 1900 sa dissolution. Ses 200 membres choisissaient d'adhérer au SDAP et se ralliaient ainsi au programme de la IIe Internationale.

L'évolution du SDB - dénommé “ Socialistenbond ” après 1894 - n'était pas fortuite. Elle fut favorisée par le départ de Domela Nieuwenhuis et de ses partisans en 1897, qui se proclamaient anarchistes. Ceux-ci s'étaient mis en dehors du mouvement ouvrier organisé : en 1896, F. Domela Nieuwenhuis avait quitté avec fracas le congrès de Londres de l'Internationale, lorsque celui-ci eut décidé l'exclusion des anarchistes pour les congrès à venir.

La scission de Nieuwenhuis fut sans lendemain. Avec Christian Cornelissen (1864-1943) - un des futurs théoriciens du syndicalisme révolutionnaire européen, il fonda le journal *De Vrije Socialist* (“ Le socialiste libertaire ”) et une éphémère organisation : la Fédération des socialistes libertaires (*Federatie van vrije socialisten*). Avec la constitution du mouvement socialiste aux Pays-Bas, c'en était fini du rôle de premier plan de l'anarchisme “ politique ” organisé. L'anarchisme hollandais devint presque exclusivement une force syndicaliste, très influente dans les luttes économiques. En 1893, en effet, à l'instigation du SDB et de Cornelissen, s'était constitué le Secrétariat national du travail, ou N.A.S. (*Nationaal Arbeids Secretariaat*). Comme en France, l'anarchisme se réfugiait dans les syndicats. Mais le NAS, sous l'influence de Cornelissen - qui se séparait de Domela Nieuwenhuis très réticent à l'égard d'une activité syndicale – s'orienta plus vers le syndicalisme révolutionnaire que vers l'anarcho-syndicalisme. Réfugié en France, Cornelissen fut l'un des théoriciens du courant syndicaliste-

révolutionnaire dans la CGT, à partir de 1900. En fait, le NAS jouera un grand rôle dans le mouvement ouvrier néerlandais, en dépit de ses effectifs restreints. Il incarnera l'attitude militante nécessaire au développement de la lutte de classe sous sa forme économique; à la différence du syndicat social-démocrate NVV (Confédération néerlandaise des syndicats), créé en 1905 par le SDAP pour contrer le NAS, et aussi - souvent - s'opposer aux grèves ouvrières qu'il sabotera (cf. infra). Le NAS aura une activité décidée dans toutes les grandes grèves, en particulier la grève générale des transports en 1903). Peu à peu, il se rapprochera du courant marxiste radical, au point d'apparaître, à certains moments, comme l'organisation syndicale du courant tribuniste, puis du parti communiste en 1920, et du parti de Sneevliet (RSAP) en 1927-1940.

Domela Nieuwewuis à l'origine du “ conseillisme ” hollandais ?

L'évolution de Ferdinand Domela Nieuwenhuis vers l'anarchisme n'enlève rien à son rôle de précurseur et d'organisateur du mouvement ouvrier naissant aux Pays-Bas. Il demeure une très grande figure du mouvement ouvrier international, à l'époque où pouvaient coexister dans la même organisation marxistes et anarchistes. Après sa séparation du mouvement socialiste organisé, il demeura fidèle au mouvement ouvrier, en participant aux grandes grèves et mouvements contre le Capital. Face à la menace de guerre, il sera autant un pacifiste et un antimilitariste qu'un révolutionnaire, sans que son action soit nourrie d'une théorie cohérente. A la différence de certains chefs anarchistes - comme Kropotkine, Cornelissen, Jean Grave - qui mirent leurs forces au service de la guerre impérialiste, dans le camp allié, pendant la première guerre mondiale, F. Domela Nieuwenhuis demeura un internationaliste Et il n'est pas surprenant qu'à l'occasion de son enterrement, en novembre 1919 - suivi par 100.000 ouvriers à Amsterdam, l'Internationale communiste fut officiellement représentée en la personne de Rutgers, l'un des chefs du parti communiste néerlandais, et membre de l'Exécutif de l'I.C.

Gorter, dans les années 1920, résuma très clairement la position du marxisme de gauche à l'égard de Nieuwenhuis, dont l'action avait été en décalage avec la période historique, qui était non celle de la révolution mais des réformes, de l'évolution et non du déclin du capitalisme : " En une période d'évolution qui commença alors justement en Hollande, il voulait déjà la révolution. Il resta sa vie durant fidèle à l'anarchisme révolutionnaire et a encore vécu, compris et estimé la révolution russe. La différence entre lui et nous, marxistes révolutionnaires c'est que nous nous sommes pour les méthodes, révolutionnaires en une période de révolutionnaire, tandis que lui l'était déjà prématurément. " (13).

Domela Nieuwenhuis est devenu, pour les courants anarchistes et conseillistes, le symbole de l'impossibilité de demeurer dans une Deuxième Internationale qui aurait été bourgeoise dès sa naissance. La critique exercée par F. Domela Nieuwenhuis contre la social-démocratie allemande et la IIe Internationale semblait valable dans la mesure où elle convergait avec les critiques d'Engels contre l'opportunisme dans le parti allemand. Engels, en 1891, dans sa critique du projet de programme social-démocrate d'Erfurt, soulignait le danger d'opportunisme : " L'oubli des grands points théoriques fondamentaux pour les intérêts immédiats et passagers, la lutte et la course aux succès momentanés, sans se soucier des conséquences ultérieures, le sacrifice de l'avenir du mouvement au présent du mouvement, tout cela a peut-être des mobiles 'honnêtes' mais cela reste de l'opportunisme. Or l'opportunisme 'honnête' est peut-être le plus dangereux de tous. "

Dans son livre *Le socialisme en danger*, publié en français à Paris, en 1897, F. Domela Nieuwenhuis - au moment où il quittait le " Socialistenbond " - dénonçait non sans pertinence un certain nombre de tares de la social-démocratie, qui allaient prendre corps dans les théories révisionnistes de Vollmar et Bernstein, à partir de 1895. Les critiques de Nieuwenhuis étaient les suivantes :

- la pénétration des éléments petits-bourgeois dans le parti met en danger sa nature prolétarienne et se traduit par des concessions idéologiques à la bourgeoisie, notamment à la faveur des élections;

- la théorie du “ socialisme d'Etat ” dénature le but révolutionnaire, en définissant la révolution comme une simple prise en main réformiste de l'Etat capitaliste par le mouvement ouvrier : “ ...les social-démocrates sont de simples réformateurs qui veulent transformer la société actuelle selon le socialisme d'Etat. ”.

Mais Domela Nieuwenhuis, à la différence des marxistes, en concluait à un abandon de la lutte du mouvement ouvrier pour des réformes : “ Toutes les réformes ne servent qu'à renforcer l'état existant. ” Et il voyait inéluctablement dans l'évolution politique de la social-démocratie son inévitable intégration à la bourgeoisie : “ Le triomphe de la social-démocratie sera la défaite du socialisme. ” (14) Ce qui avec l'Union sacrée en 1914 put apparaître comme prémonitoire.

La dénonciation de la social-démocratie comme “ bourgeoise ” par Nieuwenhuis a été reprise non seulement par les anarchistes mais aussi par certains courants “ conseillistes ”. Ces derniers considèrent en effet que la “ social-démocratie doit être caractérisée comme le courant le plus conséquent à l'intérieur de la fraction avancée de la bourgeoisie ”, que “ en réalité la social-démocratie n'est pas devenue un parti de réformes bourgeois, elle l'était dès le commencement ” (15).

Mais la portée des critiques de Domela Nieuwenhuis apparaît à, la lumière de l'histoire limitée. Il représente une tendance anarchiste religieuse, voire tolstoïenne, très présente dans le mouvement ouvrier néerlandais, qui subsistera jusqu'à la Première Guerre mondiale. Elle se nourrira d'antimilitarisme et de pacifisme. En rejetant par principe toute “ violence de classe ” pour la prise du pouvoir par le prolétariat et d'une “ dictature du prolétariat ” sur la minorité bourgeoise, Domela Nieuwenhuis rompait définitivement avec le marxisme qu'il avait contribué à introduire en Hollande. Le pacifisme de Tolstoï devenait son modèle politique : “ Les anarchistes communistes demandent l'abolition de l'autorité politique, c'est-à-dire de l'Etat, car ils nient le droit d'une seule classe ou d'un seul individu à dominer une autre classe ou un autre individu. Tolstoï l'a dit d'une manière, si parfaite qu'on ne peut rien ajouter à ses paroles. ”.

Les anarchistes, mais aussi certains courants "conseillistes" qui se réclament de Nieuwenhuis, pour caractériser la IIe Internationale et les partis social-démocrates comme "bourgeois" dès l'origine, passent sous silence un certain nombre de constatations historiques :

- la IIe Internationale a été le lieu où s'est développé, éduqué et trempé le prolétariat développé des grandes concentrations, industrielles abandonnant ainsi les caractéristiques artisanales qu'il avait encore au temps de la Ire Internationale et qui expliquent le poids de l'anarchisme individualiste. C'est à travers une Internationale, qui éduquait les ouvriers dans le sens de l'internationalisme - et dont il était difficile à l'époque de prévoir le total effondrement en 1914 - que s'est développé numériquement et qualitativement le prolétariat socialiste en Europe et hors d'Europe.

- c'est au sein de l'Internationale que s'est développée la résistance au révisionnisme et à l'opportunisme. C'est parce que la Deuxième Internationale, avant 1914, était de nature prolétarienne que la Gauche marxiste a pu s'y développer comme corps et combattre la droite et le centre kautskyste. C'est en son sein que le marxisme sommaire du début, incarné par Bebel et même Kautsky, s'est enrichi par les contributions importantes de Luxemburg et Pannekoek. D'un corps gagné à la bourgeoisie n'aurait pu sortir aucune tendance révolutionnaire.

- c'est le fédéralisme, et non le centralisme, qui ont fini par miner l'internationale au point de la transformer en une simple addition de sections nationales. C'est sur cette base que s'est accru le pouvoir exorbitant de cliques parlementaires - comme aux Pays-Bas et en Allemagne - au point de dominer le parti de toute leur autorité. La dictature de groupes parlementaires autonomes par rapport au parti était le pendant du fédéralisme, anticentralisateur dans l'Internationale. Dès le départ, le congrès de 1889 proclamait en effet : " Dans aucun cas, et sous aucune pression, ces relations (entre partis) ne pourront porter atteinte à l'autonomie des groupements nationaux, ceux-ci étant les meilleurs, juges de la tactique à employer dans leur propre pays. " Plus tard, en 1907, même le dirigeant du Bureau socialiste international, Huysmans, recommandait la " substitution du principe fédératif au principe de centralisation à outrance " (16). De fait, la Gauche marxiste luttera

toujours pour un strict centralisme et le respect de la, discipline de l'Internationale dans les sections nationales, contre la volonté des dirigeants parlementaires et chefs révisionnistes. Toutes les Gauche (bolcheviks, SDKPiL polonais de Luxemburg, Gauche tribuniste, tendance de Bordiga à partir de 1912 dans le parti socialiste italien) se battent pour le respect des principes, résolutions, décisions d'une Internationale centralisée. Mais il est vrai qu'aux mains des révisionnistes, le centralisme devenait une arme redoutable contre la Gauche. Les tribunistes hollandais, la Gauche allemande autour de Rosa Luxemburg en firent l'amère expérience à partir de 1909. On peut ajouter que le centralisme du Komintern se révéla une arme tout aussi redoutable contre la Gauche que le fédéralisme dans la Deuxième internationale.

Les débuts du SDAP. - Trois générations marxistes. - Troelstra et la droite du parti

Aucun des chefs de la Gauche hollandaise, comme Gorter et Pannekoek n'aurait défini comme "bourgeoise" la social-démocratie hollandaise, même après leur rupture en 1909 et même encore dans les années 1920. Gorter, en 1922, avec le recul du temps constatait que les débuts du SDAP avaient été sous le signe du marxisme et de la révolution : " ...réellement, le commencement était bon. Réellement, alors, au début des années 90, fut mise en oeuvre une véritable propagande révolutionnaire, en dehors et au sein du Parlement. Publiquement et clairement il était dit : nous voulons des réformes, mais vous ne les obtiendrez que par une attitude révolutionnaire. Du fait que continuellement vous vous donnez comme but l'anéantissement du capitalisme par la violence; du fait que vous mêmes, constamment, vous défendez vos droits. Réformes et révolution tout ensemble, tel était le mot d'ordre." (17).

De fait, le SDAP à ses débuts - dans les années 1890 et 1900 - va attirer à lui les meilleurs éléments marxistes. Une pléiade d'intellectuels, en rupture avec la bourgeoisie, adhéra au parti, sur des

positions révolutionnaires. Leurs contributions tant au mouvement ouvrier néerlandais qu'au mouvement révolutionnaire international furent considérables. Il y eut trois générations de marxistes, dont les deux dernières furent la matrice de la formation de la Gauche communiste hollandaise. Ces générations successives furent symbolisées par les noms de Frank van der Goes, Gorter, Henriette Roland Holst et Pannekoek, Wijnkoop, Ceton et Van Ravesteyn, pour ne citer que les plus marquants.

Cette Gauche marxiste présente la particularité d'avoir été composée majoritairement d'artistes, de littérateurs et scientifiques qui ont compté dans l'histoire culturelle des Pays-Bas, surtout dans la deuxième génération de marxistes.

Van der Goes (1859-1939), l'un des premiers introducteurs du marxisme aux Pays-Bas, a eu une importance capitale. C'est lui qui a formé à la théorie Troelstra (avec peu d'effet, il est vrai) et surtout Gorter, Pannekoek et Roland Holst. Son itinéraire est particulièrement symptomatique. Cet aristocrate "d'esprit et de cœur" - selon Pannekoek - apparaissait comme un "gentleman" égaré dans le mouvement ouvrier, dont tout le séparait.

De profession assureur et écrivain il avait été d'abord membre du Parti libéral et réformateur bourgeois, puis il était venu progressivement au mouvement socialiste par la critique littéraire. S'affirmant comme l'un des "leaders" du mouvement littéraire des années 80 ("*achtigergers*"), dont Gorter fut la figure prééminente, il avait fondé en 1885 la revue artistique *De Nieuwe Gids* ("Le nouveau guide"), revue anticonformiste pour la libération de la littérature et de la société de tout conservatisme. Il avait adhéré en 1890 au SDB, pour devenir la tête de l'opposition à Nieuwenhuis, et le représentant d'une tendance qui cherchait à tout prix à former un parti social-démocrate en scissionnant du SDB, sans mener le combat à l'intérieur. Son principal apport au marxisme fut de traduire en hollandais le livre I du *Capital* de Marx, et surtout de fonder en 1893, avec ses subsides, la revue marxiste *De Nieuwe Tijd* ("Les temps modernes"), qui se perpétua, comme organe de la gauche marxiste, jusqu'en 1921. En 1896, la revue devint celle du SDAP, sur le modèle de la *Neue Zeit* de Kautsky. Elle avait comme rédacteurs, outre Van der Goes, Gorter, Roland Holst, et Piet

Wiedijk (18) qui en assura plus tard le secrétariat de rédaction et en fit l'organe théorique du tribunisme.

Gorter (1864-1927) appartient à la seconde génération de marxistes. Ce fils de pasteur calviniste, né en 1864, est certainement le plus grand poète de son époque, celle du mouvement littéraire des années 80. Après avoir écrit une thèse sur Eschyle, il acquit une notoriété incontestable et incontesté par la publication de son poème symboliste et idéaliste *Mai* (1889), son poème le plus célèbre. Après une crise spirituelle qui le mena vers une forme de panthéisme - s'inspirant de *l'Ethique* de Spinoza qu'il traduisit du latin en hollandais, Gorter rompit avec le mouvement littéraire de sa génération et se mit à étudier Marx et Kautsky. En 1897, enthousiaste, il adhéra au SDAP. Très dynamique et remarquable orateur, Gorter a surtout été un bon vulgarisateur du marxisme - non sans quelque trace d'enthousiasme idéaliste - qu'il a exposé dans un style très vivant, facilement accessible à la grande majorité des ouvriers. Plus que Pannekoek, beaucoup plus théorique, il a incarné pour les ouvriers socialistes néerlandais le marxisme. Grâce à ses traductions, il rendit accessibles certaines œuvres de Marx, Kautsky, et après la guerre *L'Etat et la Révolution* de Lénine. Présenté aujourd'hui en Hollande comme le poète de *Mai* par la critique littéraire qui "oublie" sa dimension politique, Gorter a été surtout un militant convaincu, définitivement acquis à la cause de la révolution. En 1899, il montra son sens de l'organisation en fondant la section de Bussum, dont il devint le président. Il se consacra à toutes les activités du mouvement socialiste : activités syndicale et électorale - il fut plusieurs fois candidat du SDAP puis du SDP - congrès, intervention dans les grèves. Propagandiste du parti, il donna des cours sur le marxisme aux ouvriers du textile de la ville de Twente. Plus que tout autre, avant 1914, Gorter fut avant tout un agitateur, un organisateur, un propagandiste au service de son parti (19).

Plus, théorique, et moins pratique que Gorter, Pannekoek a incarné et incarne encore la Gauche marxiste dans sa dimension internationale. Il fut le moins "hollandais" de sa génération marxiste. Après des études d'astronomie qui ont fait de lui un astronome de réputation internationale, au point

d'éclipser dans les années 1920-1960 son activité de théoricien marxiste, Pannekoek (1873-1960) s'engagea politiquement. Mais pour ce fils d'un chef d'entreprise libéral, le choix premier ne fut pas le socialisme, mais le libéralisme bourgeois. Au début de 1899, il devint membre du Comité électoral libéral de Leiden, ville où il travaillait comme astronome, à l'Observatoire. Mais après force lectures d'auteurs utopiques et surtout des discussions avec des militants social-démocrates, Pannekoek rompit tout contact avec le milieu bourgeois. En juillet 1899, il adhéra à la section locale du SDAP de Leiden, dont il devint rapidement le président, le secrétaire et le trésorier. Il contribua à fonder un syndicat ouvrier. Plongé pleinement dans l'activité militante, il acquit de réelles responsabilités : en 1900, il représentait la section au congrès de Rotterdam du SDAP. La section, qui comptait encore peu d'ouvriers, était composée d'intellectuels qui allaient former en 1907 le mouvement tribuniste : Maurits Mendels (1868-1944), Johannes Knuttel (1878-1965) et Willem Van Ravesteyn (20). Comme Gorter et Roland Holst, Pannekoek a été formé au marxisme par van der Goes - qui leur fit découvrir Dietzgen - mais aussi Kautsky, qui resta longtemps leur " maître ". D'esprit rigoureux par sa formation scientifique et philosophique, d'une grande clarté pédagogique, Pannekoek devint rapidement l'un des principaux théoriciens de la Gauche marxiste internationale, tant aux Pays-Bas qu'en Allemagne. Rédacteur à *De Nieuwe Tijd* et, à partir de 1903, à *Die Neue Zeit*, Pannekoek a été au centre de tous les débats capitaux au sein de la IIe Internationale : celui sur la grève de masses et la question de l'Etat, la question nationale et la guerre. Il s'est souvent trouvé l'égal de Rosa Luxemburg par la profondeur de sa réflexion politique, et a influencé Lénine dans son livre *L'Etat et la Révolution*. L'un des premiers parmi les marxistes, il a mené la lutte théorique contre le révisionnisme naissant. Par son étude sur *La Philosophie de Kant et le marxisme*, publiée en 1901 dans *De Nieuwe Tijd*, il attaqua à la racine la " philosophie néo-kantienne " des révisionnistes qui transformaient le socialisme d'arme de combat révolutionnaire en simple éthique bourgeoise. Pannekoek fut certainement plus un théoricien qu'un homme d'organisation, et son influence s'exerça surtout et durablement dans le domaine des idées, sans qu'il soit capable d'être une force politique décisive dans le combat organisationnel contre la majorité révisionniste du SDAP. Mais Pannekoek restait cependant un

militant actif. Outre ses contributions écrites, il participait à la vie du SDAP : intervention dans les congrès, rédaction et diffusion de tracts au niveau local. L'image de " pur théoricien ", perdu dans la contemplation du cosmos, accolée à Pannekoek est peu exacte jusqu'en 1921. A cette époque il n'était guère un " homme de cabinet d'études " mais un brillant propagandiste du parti apportant la contradiction du marxisme tant aux catholiques sur la religion qu'aux libéraux sur le projet socialiste. Dans les grands mouvements sociaux comme la grève des transports de 1903, Pannekoek se dépensa sans compter, en intervenant dans les assemblées ouvrières. La cause du prolétariat lui importait plus que son activité d'astronome et les menaces de licenciement que brandissait le gouvernement confessionnel d'Abraham Kuyper (21). Mais ce fut en Allemagne que Pannekoek trouva sa véritable dimension de militant et théoricien international et internationaliste.

Moins connue en dehors des Pays-Bas, et de la même génération que Gorter - elle adhéra au SDAP avec lui en 1897 - la poétesse Henriëtte van der Schalk (1869-1952), mariée à l'artiste Richard Roland Holst, contribua avec force à l'histoire du mouvement ouvrier néerlandais et à l'élaboration de la théorie de la grève de masse (22). Cette fille de notaire sut se dégager de son milieu bourgeois et du mouvement littéraire des années 1880 pour adhérer au socialisme. Elle fut une remarquable oratrice socialiste. Roland Holst prit une dimension internationale dans les congrès de l'Internationale, tant à Paris (1900) qu'à Amsterdam (1904), où elle fut chargée de présenter la résolution du congrès sur la grève générale. Mais cette amie de Rosa Luxemburg était loin d'avoir la rigueur de cette dernière. Elle incarna autant les hésitations " centristes ", au moment des grandes décisions politiques et des scissions, qu'un pur idéalisme, voire une religiosité mal digérée. En quittant le mouvement ouvrier dans les années 1930, son marxisme originel se dissolvait rapidement dans le mouvement " socialiste religieux " et elle retourna à ses activités littéraires et poétiques. Elle parcourut l'arc de sa vie politique avec Marx comme point de départ et Gandhi comme point d'arrivée.

Moins connue, la troisième génération de marxistes formée elle aussi par Van der Goes - a pesé d'un poids énorme dans la formation du mouvement tribuniste. Par sa précipitation à vouloir à tout prix

former une nouvelle organisation (cf. infra), sans avoir la patience de mener le combat à l'intérieur du SDAP contre le révisionnisme; par ses fréquentes conclusions politiques et théoriques, à partir de 1914 elle contribua en large partie à ternir l'image de la Gauche marxiste, qui - en bloc et sans nuances - fut assimilée à un courant "sectaire". Les personnalités marquantes en sont indiscutablement Wijnkoop, van Ravesteyn et Ceton, qui s'imposèrent - sans partage et autoritairement - comme les véritables têtes organisationnelles du mouvement tribuniste, puis communiste à partir de 1918.

David Wijnkoop (1876-1941) s'imposa rapidement comme le chef de l'opposition à Troelstra (23). Ce fils de rabbin, licencié en lettres, se dégagea du mouvement littéraire et étudiant pour adhérer au socialisme. En 1900, deux ans après son adhésion au SDAP, il était délégué au Congrès étudiant socialiste international de Paris. Dynamique, plus lutteur que théoricien, il devint rapidement un dirigeant du parti (1905), qui s'appuyait sur le prolétariat juif combatif du district Amsterdam III. D'esprit dictatorial, sectaire et même politicien, mais courageux, il attira peu la sympathie de Pannekoek et Gorter. Ce dernier, pendant la guerre, vit dans Wijnkoop le type même du Troelstra hollandais "radicalisé".

Tout comme Wijnkoop, Willem van Ravesteyn (1876-1970) adhéra au SDAP en 1898, à Leiden, dans la même section que Pannekoek. Cet historien de la littérature - et futur conservateur de bibliothèque - , traducteur de Jaurès en hollandais, fut comme Wijnkoop l'organisateur du mouvement tribuniste, puis du PC hollandais. "Sec et pédant", selon Pannekoek, il suivit Wijnkoop dans tous ses tournants politiques, jusqu'en 1925.

Il en fut de même pour Jan Cornelis Ceton (1875-1943). Cet instituteur, dirigeant du syndicat des enseignants, "simple et de claire conviction" selon Pannekoek, fut le secrétaire de la section révolutionnaire Amsterdam III. Peu théoricien, il fut le véritable organisateur et financier de la revue *De Tribune*, puis du SDP et du CPN. Tous-trois constituèrent le "triumvirat" dirigeant de fait - de façon contestable - le mouvement tribuniste, puis le mouvement communiste hollandais jusqu'en 1925. Ce

triumvirat, à partir de 1917, fut l'ennemi juré du communisme de gauche, représenté par Gorter.

Ce triumvirat – de ferme conviction révolutionnaire au début du mouvement tribuniste - devait à la longue, pendant la guerre se révéler opportuniste. Oscillant entre un radicalisme sectaire et une pratique centrée et manœuvrière, il contribua largement à affaiblir le rayonnement de la Gauche marxiste hollandaise. Celle-ci vue de l'extérieur, apparaissait comme un corps politique et théorique; dans la réalité, elle était beaucoup plus une somme, dont les éléments les plus brillants, comme Gorter et Pannekoek, les plus révolutionnaires, se situaient à l'écart du véritable centre de décisions politiques.

Le drame de la Gauche marxiste hollandaise à ses débuts fut que des théoriciens marxistes de dimension internationale, comme Gorter, Pannekoek et même Roland Holst, eussent peu de poids politique dans la vie organisationnelle du SDAP. En cela, ils diffèrent de Lénine et Rosa Luxemburg, qui tout en étant théoriciens tenaient réellement les rênes de leur parti, en Russie et en Pologne, et avaient l'autorité politique suffisante pour orienter l'activité de ce parti. Alors que Wijnkoop était un permanent de parti, aussi bien dans le SDAP que dans le SDP, Gorter et Pannekoek étaient loin d'être des "révolutionnaires professionnels" à plein temps. Malgré son dynamisme militant, Gorter était souvent déchiré entre son activité de poète - à laquelle par périodes il se consacrait totalement - et celle de propagandiste et orateur du parti. D'où, parfois, son activité hachée, et même épisodique, au point de disparaître des congrès (24). Pannekoek, incontestablement militant, était pris à la fois par ses recherches en astronomie et sa lourde activité de théoricien. Bien qu'actif, il ne se sentait pas à l'aise dans les problèmes concrets d'organisation (25). Il se donna complètement au mouvement socialiste de 1906 à 1914, en Allemagne, où il fut quasiment un révolutionnaire "professionnel". Au moment le plus crucial de la scission entre révisionnistes et marxistes, il se trouva donc absent des Pays-Bas.

Dans une période de développement lent du mouvement ouvrier, le poids des personnalités restait énorme. Il était d'autant plus négatif que les chefs du parti étaient des révisionnistes avérés qui

écrasait de tout leur pouvoir organisationnel la vie politique du parti. Tel était P. J. Troelstra, ancien adhérent du Parti populaire de Frise, puis du SDB, poète frison à ses heures perdues, friand d'occultisme et de " tables tournantes ". Cet avocat était le type même du politicien parlementaire, adepte de toutes les manœuvres de couloir. Presque constamment élu député depuis 1897, au départ par les paysans arriérés de la Frise, il avait tendance à se placer du point de vue des intérêts de la petite-bourgeoise. Proche de Bernstein, il se concevait finalement comme un libéral bourgeois, au point d'écrire en 1912 que " la social-démocratie tient aujourd'hui le rôle que le Parti libéral a tenu vers 1848 " (26). Mais il avait suffisamment d'habileté pour se montrer, lors des congrès de la IIe Internationale, proche du Centre de Kautsky, afin d'avoir les coudées franches dans son territoire national en toute autonomie. Soucieux de garder son siège de député et la haute main sur le SDAP, il était prêt à n'importe quelle manœuvre, pour éliminer toute critique de gauche voire exclure les opposants marxistes. Encore plus révisionnistes que Troelstra, l'ex-typographe Willem Vliegen (1862-1947), l'ex-peintre en bâtiment Johan H.A. Schaper (1868-1934), et Van Kol (1852-1925), se prononçaient ouvertement pour le rejet de la voie révolutionnaire et la " voie parlementaire au socialisme ". Tous furent parlementaires. Cette droite révisionniste et réformiste trouvait incontestablement sa base de masse dans les quelques syndicats de métier qui étaient rattachés au SDAP; le syndicat des transports était dirigé par le réformiste Jan Oudegeest (1870-1950); et surtout l'union générale des artisans diamantaires (ANDB), fondée en 1894, et dont Henri Polak (1868-1943) était le chef incontesté. Ce dernier, cependant, avant de se rallier au révisionnisme, eut des sympathies actives pour le tribunisme.

Le poids des chefs révisionnistes, dans ce parti récent, et issu d'une scission ambiguë, fut un obstacle considérable pour le regroupement de la Gauche marxiste.

C'est autour de la revue *De Nieuwe Tijd* que la Gauche se regroupa. Derrière Van der Goes, il y avait les nouvelles recrues du SDAP : Gorter, Pannekoek, Roland Holst, Van Ravesteyn; Piet Wiedijk et Wibaut, mais aussi Wijnkoop et Sneevliet. Cette gauche n'était cependant pas homogène, et certains

d'entre eux - au moment crucial de la scission de 1909 - la lâchèrent. Van der Goes et Wibaut alors capitulèrent.

Les générations de jeunes marxistes qui avaient adhéré, dans l'enthousiasme, au SDAP ne tardèrent pas à constater l'évolution révisionniste dans la pratique de leur parti. Très tôt, dès 1901, ils commencèrent à mener un combat acharné pour la défense des principes révolutionnaires foulés au pied.

Leur combat allait être d'autant plus intransigeant que des militants, comme Gorter et Pannekoek, avaient des liens politiques, et même d'amitié envers leur " maître spirituel " Karl Kautsky. Ils crurent trouver dans ce dernier le soutien le plus ferme dans la lutte contre le révisionnisme, non seulement dans le parti allemand mais dans le parti hollandais. Ils se trompèrent lourdement sur l'indéfectibilité de cet appui (27).

Premiers combats du marxisme contre le révisionnisme

Comme bien souvent dans l'histoire du mouvement ouvrier, la lutte pour la défense des principes révolutionnaires s'est d'abord placée sur un terrain pratique. La lutte contre l'opportunisme au sein du Parti hollandais s'est centrée sur deux questions qui en apparence semblent aujourd'hui, avec le recul historique, anodines : la question paysanne et la question scolaire. (28).

L'importance de la question paysanne était évidente dans un pays comme la Hollande, où le retard industriel maintenu par l'existence d'un capital commercial spéculatif investi dans les colonies s'accompagnait d'un archaïsme des structures sociales à la campagne. Bien qu'en début de mutation, l'agriculture - en dehors de l'élevage restait arriérée - avec une masse encore considérable de petits paysans tout aussi arriérés, particulièrement en Frise, le " fief " de Troelstra. A côté de ces paysans,

on trouvait une masse d'ouvriers agricoles qui ne possédaient nulle terre et vendaient leur force de travail à des paysans, propriétaires ou fermiers. Pour s'attirer les voix des paysans auxquelles le SDAP devait en grande partie ses députés, il fut proposé en 1901 de modifier le programme du Parti. Au lieu de l'abolition de l'ordre existant par la socialisation du sol et donc la suppression de la propriété privée, le nouveau programme proposait une régulation " du contrat de fermage ". Ce qui était le pire du point de vue du programme socialiste se trouvait dans le point consacré aux ouvriers agricoles. Au lieu de rattacher leur lutte à celle des ouvriers des villes et de souligner leurs intérêts communs avec le reste du prolétariat, le programme proposait ni plus ni moins que leur transformation en paysans propriétaires :

" 2. La disposition du sol et du matériel agricole contre un certain prix aux ouvriers agricoles, pour leur assurer une existence autonome. "

Ces mots d'ordre lancés par la direction de Troelstra étaient l'affirmation nette du réformisme, qui se proposait non de supprimer mais d'aménager la société capitaliste. Comme le notait la Gauche du parti, ces deux mots d'ordre sont en contradiction avec le développement de la société en direction du socialisme. "

Cependant, sous la pression de la Gauche qui s'appuyait sur Kautsky, alors à gauche sur la question agraire (29), quatre ans plus tard, en 1905, au congrès de La Haye, les deux points furent rayés du programme agraire du parti. " C'était le premier conflit et la première victoire du marxisme. Mais aussi son unique victoire. " (30).

En effet la lutte contre le réformisme ne faisait que commencer et connut une étape nouvelle lors des débats au Parlement hollandais sur les subventions à accorder aux écoles religieuses. Pour des raisons idéologiques évidentes, le gouvernement laïc souhaitait que l'Etat contribue à financer toutes les écoles religieuses. Le combat du marxisme contre cette manœuvre de la bourgeoisie cléricale n'avait rien en commun avec l'anticléricisme des radicaux et des socialistes français de cette

époque. Celui-ci, notait Luxemburg, était une diversion, un des moyens les plus efficaces de “détourner l’attention des masses laborieuses des questions sociales et d’énerver la lutte des classes” (31).

Le soutien aux confessions religieuses s’expliquait essentiellement, aux Pays-Bas, par la montée de la lutte de classe, laquelle entraînait une réaction idéologique de la bourgeoisie libérale au pouvoir. De façon classique dans le mouvement ouvrier de l’époque, la Gauche constatait que : “ lorsque surgit la lutte de classe du prolétariat, les libéraux, comme partout, considèrent toujours plus la religion comme un rempart nécessaire au capitalisme, et ils abandonnent peu à peu leur résistance aux écoles religieuses. ” (32).

Quelle ne fut pas la surprise des marxistes, groupes autour de la revue *De Nieuwe Tijd*, de voir le révisionnisme s’afficher publiquement au Parlement, en appelant à voter pour les subventions aux écoles religieuses. Pire, le Congrès de Groningue de la social-démocratie (1902) abandonnait nettement tout combat marxiste contre l’emprise religieuse sur les consciences. Dans un pays, où le poids religieux pour des raisons historiques était très fort sous la triple forme du calvinisme, du catholicisme et du judaïsme, il s’agissait d’une véritable capitulation :

“ Le Congrès... constate que une plus grande partie de la classe laborieuse aux Pays-Bas... exige pour ses enfants un enseignement religieux; il considère comme non souhaitable de s’opposer à ce souhait, parce que la social-démocratie n’a pas à briser - pour des questions d’oppositions théologiques - l’unité économique de la classe travailleuse face aux capitalistes croyants et incroyants. ” (33).

L’argumentation utilisée, l’unité des ouvriers croyants et incroyants, sous-tendait l’acceptation de l’ordre existant, idéologique et économique. Ainsi, “ avec cette résolution, le Parti (faisait) le premier pas sur le chemin du réformisme; elle (signifiait) la rupture avec le programme révolutionnaire, dont la revendication, séparation de l’Eglise et de l’Etat, a certainement un tout autre sens que l’argent de

l'état pour les écoles religieuses." (34). Il est intéressant de noter que la Gauche hollandaise ne se proposait nullement d'encenser l'école "laïque" dont elle dénonçait la prétendue "neutralité". Elle se situait au-delà d'un faux choix, du point de vue marxiste, entre école "religieuse" et école "laïque". Son but était de se placer résolument sur le terrain de la lutte de classe; cela signifiait un rejet de toute collaboration, sous quelque prétexte que ce soit, avec une fraction de la bourgeoisie. Les craintes des marxistes devant l'orientation révisionniste du Parti allaient se montrer fondées dans le feu de la lutte ouvrière.

La grève des transports de 1903

Cette grève est le mouvement social le plus important qui ait agité avant la première guerre mondiale la classe ouvrière des Pays-Bas. Elle devait laisser de profondes traces dans le prolétariat qui se sentit trahi par la social-démocratie, et dont la partie la plus militante s'orienta encore plus vers le syndicalisme révolutionnaire. A partir de 1903, le processus de la scission entre le marxisme et le révisionnisme était engagé sans possibilité de retour en arrière. A ce titre, la grève de 1903 marque le vrai début du mouvement "tribuniste", comme mouvement révolutionnaire.

La grève des transports fut d'abord une protestation contre des conditions d'exploitation qu'on a peine à imaginer aujourd'hui. Les ouvriers des chemins de fer subissaient des conditions de travail dignes de la période d'accumulation primitive du capital au début du 19^e siècle (35). Travaillant 361 jours par an, ils ne disposaient vers 1900 que de 4 jours de congé. D'autre part, le corporatisme particulièrement fort réduisait les possibilités d'une lutte unitaire, par une division en catégories professionnelles. Ainsi, les mécaniciens, les conducteurs de locomotives, les ouvriers de l'entretien des voies avaient leur syndicat propre. Chaque syndicat pouvait déclencher des grèves sans que les autres s'unissent à la lutte. Les syndicats de métier en protégeant jalousement leur exclusivisme se

dressaient comme un obstacle à l'unité massive des ouvriers par-delà leurs différences de qualification (36).

Contre de telles conditions, le 31 janvier 1901 surgissait de la base des cheminots, et non des syndicats corporatistes, une grève spontanée. Celle-ci se présenta comme une grève de masses : non seulement elle toucha toutes les catégories du personnel des transports mais elle s'étendit à tout le pays. Elle fut aussi une grève de masses en partant non de revendications spécifiques mais d'un mouvement de solidarité avec les ouvriers du port d'Amsterdam, partis en grève. Refusant de servir de briseurs de grève, en continuant le travail, les ouvriers des transports empêchaient les tentatives des patrons de faire transiter leurs marchandises par les chemins de fer. Cet élan de solidarité, caractéristique des grèves de masses, faisait alors boule de neige : les boulangers et les métallos du matériel de transport donnaient leur appui (37). Mais l'originalité du mouvement - qui ne réussit pas à s'étendre aux autres couches du prolétariat néerlandais - se trouvait incontestablement dans la création d'un Comité de grève élu et contrôlé par la base et non désigné par le syndicat des transports et le SDAP, même si leurs membres y participaient (38).

Par toutes ces caractéristiques, la grève de 1901 cessait d'être une simple grève catégorielle, d'essence économique; elle devenait peu à peu une grève politique par une confrontation directe avec l'Etat. En effet, le 6 février, le gouvernement hollandais, par décret du ministre de la guerre, décidait la mobilisation des soldats; il suscitait d'autre part un organisme, dans lequel étaient actifs les syndicats catholiques et protestants, rassemblant les briseurs de grève (39). Cette offensive de la bourgeoisie culminait enfin le 25 février par le dépôt d'un projet de loi contre la grève : les grévistes étaient menacés d'emprisonnement et le gouvernement décidait de mettre sur pied une compagnie de transport militaire pour briser la grève.

Mais plus que par les menaces et les mesures gouvernementales, la grève allait être sapée de l'intérieur, par le SDAP de Troelstra. Le 20 février, au cours d'un meeting représentant 60.000 grévistes, et non ouvert - à la différence du Comité de grève - Troelstra proposait la création d'un

“ Comité de défense ” composé de différentes organisations politiques et syndicales. Ce Comité était composé de Vliegen, un révisionniste du SDAP, du chef syndicaliste des transports Oudegeest, du NAS et de partisans anarchistes de Nieuwenhuis, ce dernier ayant refusé de participer à un tel organisme. L’orientation allait se révéler néfaste à la conduite de la grève projetée contre les mesures gouvernementales. Vliegen déclara que la grève ne pouvait être proclamée, en l’absence d’une promulgation des décrets du gouvernement clérical Kuyper. En fait, l’attitude du “ Comité de défense ” autoproclamé par différentes organisations - et particulièrement celle du SDAP - allait vite se montrer négative. Non seulement l’opposition entre libertaires, partisans de Domela Nieuwenhuis (40), et social-démocrates paralysait le Comité, mais le poids écrasant de Troelstra, qui n’en était pas membre bien que l’ayant suscité, en faisait un organisme étranger à la lutte. Troelstra, prétextant la lutte contre “ l’aventurisme anarchiste ”, se prononçait contre la grève politique ; il prétendait que celle-ci - si elle était décidée par les ouvriers des transports en réaction aux “ lois scélérates ” - ne ferait que renforcer la dureté des lois antigrève à la Chambre des députés. Ces propos étaient tenus dans le quotidien social-démocrate (41), sans en référer ni au Comité de défense ni aux instances du Parti. De façon tangible, cet acte d’indiscipline était la preuve que la direction révisionniste estimait n’avoir aucun compte à rendre devant les ouvriers et les militants du Parti. Elle s’était rendue autonome pour mieux se placer sur le terrain de la conciliation avec la bourgeoisie. La Gauche, par la plume de Pannekoek, critiqua vivement cet acte, qui était le début d’une longue suite d’actes de trahison de la lutte : “ Votre attitude molle et hésitante ne peut que servir la classe possédante et le gouvernement ”, écrivait-il fin mars, dans le quotidien du parti, à l’adresse de Troelstra. (42).

C’est lors de la deuxième grève des transports, en avril, que la capitulation devint patente. Le gouvernement avait fait voter les lois antigrève interdisant la cessation du travail dans les transports publics. Au lieu d’avoir une attitude énergique, les chefs du Comité de tendance social-démocrate - comme Oudegeest - se prononcèrent contre la grève générale de tous les ouvriers aux Pays-Bas. Pourtant, au même moment, se déroulaient des grèves qui donnaient un contexte social plus favorable à la lutte de classe qu’en janvier-février : à Amsterdam, se déroulait la grève des bateliers, des

forgerons, des cantonniers et terrassiers, des métallos; et les travailleurs communaux s'étaient mis en grève par solidarité.

Le 8 avril, sous la pression de la base, la grève générale fut proclamée. Sa faiblesse était flagrante : les réunions des ouvriers des chemins de fer étaient secrètes et fermées aux autres catégories de travailleurs. Malgré l'occupation des gares et des voies ferrées par la troupe, qui aurait pu développer la généralisation de la grève, celle-ci ne fut pas générale. Elle fut malgré tout spontanée dans son mouvement d'extension : à Utrecht, Amsterdam, les métallos et les maçons se joignirent au mouvement de solidarité. Ni la menace de 5 ans d'emprisonnement pour les agitateurs et de 2 ans pour les grévistes, peines prévues par les " lois scélérates ", ni la présence de l'armée ne suffirent à arrêter l'ardeur des ouvriers en grève, qui avaient connu dès janvier " la joie de lutter " (43).

L'ardeur et l'élan des ouvriers furent arrêtés par les décisions prises par les dirigeants social-démocrates du " Comité de défense " qui prétendait diriger la lutte. Le 9 avril, Vliegen fait décider la cessation du mouvement de grève. Devant l'incrédulité et la colère des ouvriers des transports, le Comité devient introuvable. Lors d'une réunion de masses, ceux-ci empêchent Vliegen de parler aux cris de : " Il nous a trahi! ". Même la Gauche est privée de parole : ne faisant aucune distinction entre les révisionnistes et les marxistes, les ouvriers couvrent le discours de Roland Holst par le cri : " Grève ! ". Ainsi, l'attitude des chefs révisionnistes allait entraîner pour longtemps, de la part de la classe ouvrière hollandaise, un rejet de la social-démocratie, même sous sa forme marxiste, au profit de l'anarcho-syndicalisme (44).

La grève des transports de 1903 n'a pas de racines purement " hollandaises ". Elle marque un tournant dans la lutte de classe en Europe. C'est en tant que grève de masses spontanée qu'elle surgit, devenant une force consciente capable de faire reculer sur le plan politique la bourgeoisie et donnant aux ouvriers un incontestable sentiment de victoire. Mais c'est en tant que grève générale, lancée par les syndicats et les partis, qu'elle échoue.

Elle s'inscrit dans toute une période historique marquée par la combinaison des grèves politiques et des grèves économiques, période qui culmine avec le mouvement révolutionnaire de 1905 en Russie. En effet, comme le souligna Rosa Luxemburg (45), " ce n'est que dans une situation révolutionnaire, avec le développement de l'action politique du prolétariat, que l'importance et l'ampleur de la grève de masse apparaissent dans leur pleine dimension ". Plus qu'aucun autre - sauf Pannekoek - Luxemburg a su montrer dans sa polémique contre les révisionnistes l'homogénéité de la lutte, c'est-à-dire l'identité du phénomène dans sa simultanéité, dans toute l'Europe, Hollande incluse, et jusque sur le continent américain, au début du siècle :

" En 1900, c'est la grève de masse des mineurs de Pennsylvanie qui, selon les camarades américains, a fait d'avantage pour la diffusion des idées socialistes que dix ans d'agitation; en 1900 encore, c'est la grève de masse des mineurs en Autriche, en 1902 celle des mineurs en France, en 1902 encore celle qui paralyse tout l'appareil de production à Barcelone, en solidarité avec les métallurgistes en lutte, en 1902, toujours, la grève de masse démonstrative. En Suède pour le suffrage universel égalitaire, la même année en Belgique encore pour le suffrage universel égalitaire également; la grève de masse des ouvriers agricoles dans l'ensemble de la Galicie orientale (plus de 200.000 participants) en défense du droit de coalition, en janvier et avril 1903, deux grèves de masse des employés de chemin de fer en Hollande, en 1904 grève de masse des employés de chemins de fer en Hongrie, en 1904 grève démonstrative en Italie, pour protester contre les massacres en Sardaigne, en janvier 1905, grève de masse des mineurs dans le bassin de la Ruhr, en octobre 1905 grève démonstrative à Prague et dans la région pragoise (100.000 travailleurs) pour le suffrage universel au Parlement de Bohême, grève de masse démonstrative à Lemberg pour le suffrage universel égalitaire au Parlement régional de Galicie, en novembre 1905 grève de masse démonstrative dans toute l'Autriche pour le suffrage universel égalitaire au Conseil d'Empire, en 1905 encore grève de masse des ouvriers agricoles en Italie, en 1905 toujours grève de masse des employés des chemins de fer en Italie... "

(46).

La grève de masse, en préparant la confrontation politique avec l'Etat, mettait à l'ordre du jour la question de la révolution. Non seulement elle manifestait "l'énergie révolutionnaire" et "l'instinct prolétarien" des masses ouvrières - comme le soulignait Gorter après la grève de 1903 (47) - mais elle signifiait un profond changement de situation au début du siècle : " Nous avons toutes les raisons de penser que nous sommes entrés maintenant dans une période de combats dont l'enjeu est les institutions et le pouvoir d'Etat; des combats qui peuvent au fil de vicissitudes diverses, durer des décennies; dont les formes et la durée ne sont pas pour le moment encore prévisibles, mais qui, très vraisemblablement, introduiront à brève échéance des changements fondamentaux dans les rapports de force en faveur du prolétariat, si ce n'est l'instauration de son pouvoir en Europe occidentale. " (48).

Ces remarques de Kautsky dans son livre *Der Weg zur Macht* (" Le Chemin du pouvoir "), la Gauche hollandaise allait les faire siennes contre Kautsky et ses partisans aux Pays-Bas, tels Troelstra et Vliegen. La grève de 1903 posait en effet l'alternative " réforme ou révolution " et débouchait dans le SDAP inévitablement sur une confrontation avec les réformistes qui trahissaient non seulement l'esprit révolutionnaire du Parti mais la lutte immédiate.

L'opposition marxiste dans le SDAP (1903-1907)

L'opposition dans le parti allait être d'autant plus vive que les conséquences de l'échec de la grève, sabotée par la direction Troelstra-Vliegen, étaient catastrophiques pour le mouvement ouvrier. Le total des ouvriers licenciés pour fait de grève était d'environ 4.000. Le nombre des adhérents du NAS, qui avait pourtant pris une position militante dans la lutte et s'était opposé à Vliegen, tombait de 8.000 en 1903 à 6.000 en 1904. Le SDAP de Troelstra, traînant dorénavant une réputation de trahison, perdait un nombre considérable d'adhérents : il comptait à la fin de 1903 environ 5.600 membres contre 6.500 à la fin de l'année 1902 (49). Par contre, signe du reflux voire même de la démoralisation après l'échec

de la grève, les syndicats religieux des transports, en particulier catholiques, connurent un rapide essor numérique. Politiquement, le mouvement syndical le plus combatif, le NAS, qui aurait pu devenir l'organisation économique du SDAP, se raccrochait aux positions anarchistes de Domela Nieuwenhuis. Il continua sa chute numérique jusqu'au moment où apparut le mouvement tribuniste qui l'influença progressivement (50).

Par contre, en 1905, les syndicats socialistes liés au SDAP créaient leur propre centrale syndicale : le NVV (Confédération des syndicats professionnels des Pays-Bas). Celui-ci, fortement influencé par le syndicat réformiste des ouvriers diamantaires de Henri Polak (51), devenait la principale confédération syndicale des Pays-Bas. Dès le départ, le NVV se refusait à contribuer à l'extension de la lutte dans le bâtiment; les années suivantes il allait avoir la même attitude de retrait et de non-solidarité avec les ouvriers grévistes. (52)

Face au développement du réformisme dans le Parti et à son affaiblissement comme parti ouvrier, l'attitude des marxistes fut d'abord modérée. Non seulement ils hésitaient à former une fraction résolue pour conquérir la direction du parti, mais leurs attaques contre Troelstra restaient encore extrêmement prudentes. Bien que Troelstra ait par son action mit fin à la grève, ils hésitaient encore à parler de trahison. Lorsque, au cours du 9^e congrès du SDAP, à la fin de 1903, fut discuté le bilan de la grève des transports, Gorter parla en termes très mesurés. Tout en affirmant qu'il était " un adversaire de la direction de Troelstra, non seulement dans cette grève, mais aussi dans les grandes affaires " il hésitait à parler de trahison de la direction : " De trahison il n'est naturellement pas question, mais bien de la faiblesse de la conception politique de Troelstra et de ses oscillations permanentes. " (53).

Le congrès d'Enschede de 1903 n'eut pas l'effet salvateur souhaité par les marxistes du groupe *De Nieuwe Tijd*. Bien que Troelstra dut abandonner à un membre de l'opposition (54) la rédaction en chef de *Het Volk* (" Le Peuple "), Gorter fut contraint de lui serrer la main au nom de la " solidarité " et de " l'unité " dans le parti, contre " l'ennemi commun " extérieur (55). Il réussit à faire accroire que Gorter et ses partisans l'attaquaient non politiquement, mais personnellement. Se plaignant qu'on

voulait le priver de ses responsabilités de chef, il posa la question de confiance. Au lieu d'apparaître comme l'un des principaux responsables de l'orientation opportuniste du parti, il se présenta comme victime, et comme telle il obtint la confiance de l'ensemble du Parti. De cette façon, la direction révisionniste évitait que la discussion s'engage sur les questions vitales de principes et de tactique dans la lutte de classe. Bien que complètement isolée, la minorité marxiste ne capitula pas et s'engagea avec résolution dans le combat. De 1905 à 1907, le courant marxiste se trouvait confronté à une contre-offensive vigoureuse des révisionnistes.

a) Du congrès de La Haye (1905) au congrès d'Utrecht (1906)

En effet, la fraction parlementaire, qui dirigeait de fait le parti, alla toujours plus loin dans la collaboration avec la bourgeoisie. En 1905, lors des élections pour les Etats provinciaux, la question était posée par les révisionnistes de soutenir les libéraux contre le gouvernement Kuyper, qui avait brisé la grève des ouvriers des transports. La Gauche ne refusait pas - lors des ballottages électoraux - de soutenir les candidats libéraux qui se prononçaient pour le suffrage universel contre le suffrage censitaire. Dans ce sens, elle fit adopter une résolution, dite motion Troelstra-Pannekoek, lors du congrès de La Haye (1905) : " (le parti) déclare vouloir soutenir lors des ballottages uniquement les candidats qui se prononcent pour l'urgence du suffrage universel. " (56).

Pour les marxistes, il ne s'agissait pas de faire de ce soutien purement tactique et temporaire, un principe. En aucun cas, comme le souhaitait Troelstra, il ne pouvait être question d'apporter les suffrages ouvriers aux " libéraux de tout acabit " fussent-ils anticléricaux. D'un point de vue de classe, le combat n'avait pas à être mené contre un parti capitaliste déterminé mais contre le capitalisme comme totalité, de façon à empêcher toute confusion avec les éléments petits-bourgeois et petits-paysans. Il s'agissait d'éclairer les ouvriers sur leur identité. Comme l'écrivaient Pannekoek, Gorter et Van Ravestayn dans *La Fondation du SDP*, brochure distribuée à la presse social-démocrate

allemande pour expliquer la scission de 1909 : “ Il s’agissait que le parti à chaque occasion mette devant les yeux des ouvriers que leurs ennemis siégeaient au Parlement aussi bien au côté gauche qu’au côté droit... ” (57)

Or au lieu de respecter la résolution du congrès, la direction du parti, la fraction parlementaire et le quotidien socialiste *Het Volk* laissèrent les électeurs socialistes libres de voter pour qui leur semblerait bon parmi tous les candidats libéraux en ballottage. Mais les marxistes se trouvèrent isolés. Troelstra joua à fond là-dessus.

Il y eut cependant des réactions dans le parti. Le parti, malgré les événements de 1903, était loin d’avoir succombé au révisionnisme; il était encore capable de réactions de gauche face à la politique de la fraction parlementaire de Troelstra. Le congrès de La Haye de 1905, sans doute aussi sous la pression des événements révolutionnaires qui agitaient la Russie, élut un nouveau comité directeur du parti, composé cette fois d’une majorité de marxistes, dont Gorter (58). Il s’ensuivit une opposition entre le nouveau comité et la fraction parlementaire de Troelstra. Celui-ci voulait soutenir le nouveau gouvernement libéral “ pour le pousser sur la voie des réformes ”. Pour le comité directeur, s’appuyant sur le groupe *De Nieuwe Tijd*, il n’en était pas question. Il s’agissait avant tout de développer l’agitation contre les limitations du droit de grève, quel que fût le gouvernement, libéral ou clérical. Une fois de plus Troelstra viola la discipline du parti, par une prise de position qui condamnait l’agitation ouvrière. Le 9 mars 1906, ouvertement, face aux parlementaires bourgeois, il renia l’action menée par les ouvriers et soutenue par le parti; et cela malgré son appartenance au comité directeur (59).

Ce conflit posait une question vitale dans le mouvement ouvrier : était-ce la fraction parlementaire ou le comité directeur, élu par le parti, qui déterminait la politique de l’organisation? Il s’agissait de savoir si le parti était au service d’un groupe incontrôlé de parlementaires menant une politique de collaboration avec la bourgeoisie, ou si ce groupe était étroitement soumis dans son action aux décisions prises par les congrès. Ce conflit d’influence et de décision n’était pas propre aux Pays-Bas. En Allemagne, par exemple, Rosa Luxemburg eut à se battre (60) contre la direction parlementaire.

Le problème de la réelle direction du parti était celui du maintien de son orientation révolutionnaire. En Russie, après 1905, lorsque les bolcheviks eurent des députés à la Douma d'empire, leur fraction parlementaire se trouva étroitement placée sous le contrôle du comité central; et ce n'est nullement un hasard si cette fraction fut l'une des très rares qui en août 1914 vota contre les crédits de guerre.

Cette opposition entre Troelstra et le comité directeur posait ouvertement la question sous-jacente : réforme ou révolution. Dans une brochure parue avant le congrès d'Utrecht (15-17 avril 1906) - où il attaquait la nouvelle direction du parti (61) - Troelstra, selon son habitude, prétendit qu'on l'attaquait personnellement, que la nouvelle centrale marxiste était "doctrinaire" et "dogmatique". Se présentant comme une victime innocente de la persécution du groupe de Gorter, il ne pouvait cependant dissimuler le fond de sa pensée : faire du SDAP non un parti socialiste internationaliste, mais un parti national. Le parti devait passer par des compromis avec la petite et la grande bourgeoisie : non seulement il devait tenir compte des préjugés petits-bourgeois existant dans la classe ouvrière - "le caractère religieux et en partie petit-bourgeois du prolétariat" (62) - mais il devait "utiliser les oppositions des groupes bourgeois entre eux". Pour faire accepter cette orientation réformiste, Troelstra n'hésitait pas à afficher une démagogie anti-intellectuels (63) : les marxistes étaient des "ultras infantiles" voulant transformer le parti en un "club de propagande". Au rêve marxiste il fallait opposer la solide réalité matérielle du Parlement :

"Le parti flottera-t-il au-dessus des travailleurs réels, en s'enracinant dans un prolétariat de rêve, ou bien, comme il l'a fait dès le début de son existence et de son action au Parlement et dans les conseils municipaux, pénétrera-t-il toujours plus profondément dans la vie réelle de notre peuple?" (64).

Ainsi pour Troelstra, la seule existence possible du prolétariat qu'il confondait d'ailleurs de façon volontaire avec les autres "couches populaires" - jaillissait non plus de la lutte de classe mais du parlement.

Pour parvenir à ses fins, - faire du parti un parti purement parlementaire et national hollandais -

Troelstra proposait ni plus ni moins que l'élimination de la direction marxiste, la réorganisation du parti en donnant pleins pouvoirs à la fraction parlementaire, qui jusqu'alors statutairement n'avait que deux représentants dans le comité directeur. A l'exécutif du comité du parti, élu par les militants, devait se substituer l'exécutif de la fraction au parlement; celle-ci - selon lui - représente le parti, il est vrai non officiellement, mais de fait, au Parlement, de même dans la politique pratique (65). Il s'agissait en fait d'établir une véritable dictature de la fraction révisionniste; elle ne souhaitait rien moins que diriger tous les organes du parti pour empêcher toute liberté de critique à sa gauche, qui devenait fort gênante.

Toute une habile campagne menée par Troelstra, Vliegen et Schaper auprès des militants leur permit de se présenter comme les victimes d'une chasse aux sorcières non contre le révisionnisme mais contre leur propre personne. Ils firent si bien qu'une résolution adoptée au congrès d'Utrecht se proposait de limiter la liberté de discussion et de critique dans le parti :

“ (Considérant) que l'unité du parti est nécessairement menacée, le congrès déplore cet abus de la liberté de critique, qui dans notre parti est au-dessus de tout soupçon, et impose à tous les camarades de maintenir la critique à l'intérieur de limites telles que ces camarades entre eux respectent la dignité et l'union du parti. ” (66).

b. Le nouveau cours révisionniste (1906-1907)

Il ne faisait aucun doute que cette résolution était une véritable épée de Damoclès suspendue au-dessus de la tête des marxistes, en vue d'abord de les terroriser et ensuite, si possible, les faire capituler devant le révisionnisme. Troelstra, après le congrès, pouvait ouvertement menacer Gorter : “ si Gorter venait à parler encore une fois de ‘rapprochement avec la démocratie bourgeoise’, la pointe de cette assertion serait extraite par la Résolution. ” (67).

Ce triomphe du diktat révisionniste laissait à présent la voie libre pour une révision du programme

marxiste du parti. Une commission de révision du programme fut formée au mépris des règles de fonctionnement du parti : le comité du parti qui avait décidé de nommer la commission le faisait sans mandat du congrès, seule instance suprême à même de décider une révision du programme. La Commission, sous l'influence des révisionnistes, ne proposait rien moins que de modifier les conditions d'adhésion marxistes au parti : si le parti se basait sur le système de Marx, aucune acceptation de ses soubassements philosophiques matérialistes n'était nécessaire pour adhérer. La porte était ainsi ouverte à des éléments religieux, et même bourgeois, non marxistes.

Le congrès de Haarlem (premier et 2 avril 1907) ne fit que confirmer le triomphe du révisionnisme. Les quelques marxistes entrés dans la commission ne purent guère faire entendre leur voix. Il en sortit une déclaration du congrès situant le parti au centre, entre le marxisme et le révisionnisme : " Le programme ne peut être ni marxiste orthodoxe ni révisionniste ni un compromis des deux orientations. " (68). Quant au marxisme représenté par Gorter, Pannekoek, Roland-Holst, il ne pouvait être qu'une " opinion privée " (69).

La défaite du marxisme était telle que ni Pannekoek ni Van der Goes ne purent diffuser leurs propres brochures pendant ce congrès : *Théorie et principes du mouvement ouvrier* et *Une mauvaise direction du parti* (70). Une résolution du congrès adoptée à l'unanimité, ne fit que durcir celle du congrès d'Utrecht l'exercice du droit de critique était suspendu au respect de " l'unité du parti ". La démocratie dans le parti était ouvertement foulée au pied avec l'accord de la grande majorité de ses membres qui souhaitait que cessent ce qu'elle considérait être de " simples querelles personnelles ".

Pour les marxistes, très minoritaires, le choix était entre la capitulation et le combat : ils choisirent le combat pour sauver l'ancienne orientation marxiste du parti. Pour cela, ils fondèrent leur propre revue : *De Tribune* (" La Tribune "), qui allait donner son nom à ses partisans.

Plus tard, dans les années trente, Wijnkoop, devenu chef stalinien, prétendit (*De Tribune*, 19 octobre 1932) que ce fut à l'instigation de Lénine, au congrès international de Stuttgart qu'avait été prise la

décision de fonder *De Tribune*. Il s'agit d'une "légende dorée" forgée a posteriori pour montrer une filiation du tribunisme au "léninisme".

La naissance du mouvement tribuniste

C'est en octobre 1907 que les radicaux marxistes commencèrent à publier leur propre "hebdomadaire social-démocrate". A la tête de *De Tribune* on trouvait les futurs chefs de l'organisation "tribuniste" : Wijnkoop, Ceton et Van Ravesteyn, qui disposaient du soutien inconditionnel du 3^e rayon d'Amsterdam, le plus révolutionnaire du parti, de la section de Leiden (Pannekoek) et de la section de Bussum (Gorter). Tous étaient animés par l'espérance d'une future révolution ; la période était plus favorable que jamais historiquement avec le début d'une crise économique, qu'ils n'analysaient pas néanmoins comme les prodromes de la crise générale du capitalisme.

L'orientation était déjà antiparlementaire; il s'agissait de rattacher la lutte des ouvriers à la lutte internationale en les libérant des illusions parlementaire et nationale. Le but était en effet de :

" 1° démasquer la signification réelle des manœuvres trompeuses de la démocratie bourgeoise en matière de droit de vote et de transformations sociales, et 2° donner une idée aux ouvriers de la signification des relations internationales et de la lutte de classe à l'étranger. " (71).

Il est remarquable de constater que cette ligne politique préfigurait idéologiquement celle du courant de Bordiga, par la proclamation de la lutte politique et théorique contre la démocratie bourgeoise et l'affirmation de l'internationalisme (72). La différence essentielle, liée à l'époque, tenait cependant dans le fait que le combat organisé du marxisme contre le révisionnisme était conçu autour d'une revue théorique et sous la forme d'une opposition. C'est beaucoup plus tard dans le mouvement ouvrier que s'imposa peu à peu la nécessité de former une fraction organisée et non une opposition dans le parti.

Il est certain que les “tribunistes ” ne pouvaient guère avoir une activité organisée en dehors des sections - comme celle d'Amsterdam - où ils étaient majoritaires. Chassés par les révisionnistes des organes centraux, ils concevaient leur lutte essentiellement sous l'aspect théorique. Les apports théoriques du courant marxiste tribuniste de 1907 à 1909 ont été d'ailleurs extrêmement importants et décisifs, dans la constitution d'une gauche communiste internationale.

Mais le combat politique - avec la publication de *De Tribune* qui était un brûlot contre le révisionnisme - allait vite se durcir au point de poser rapidement la question de la scission. Une chasse aux sorcières “tribunistes ” était enclenchée. A Rotterdam, les chefs révisionnistes firent destituer la rédaction marxiste de l'organe local, juste après le congrès d'Arnhem (19-21 avril 1908) qui avait rejeté la proposition de Troelstra d'interdire *De Tribune*. Par la suite, c'est le même processus d'interdiction des autres organes locaux d'inspiration marxiste qui se généralisa (73). La crise du parti était ouverte; elle allait se précipiter avec les interventions publiques de Troelstra contre les positions marxistes en plein parlement, face aux partis politiques bourgeois.

a. La question de la période et de la crise

Le choc frontal avec les “tribunistes ” se produisit à l'automne 1908 à l'occasion d'une prise de position de Troelstra au parlement. Celui-ci niait publiquement la nécessité pour les ouvriers d'appréhender le devenir du capitalisme de façon théorique, dans le cadre du marxisme; il soutenait qu'il n'y avait “ pas de besoin de théorie logique abstraite ” (74) dans la lutte de classe. Finalement - sans la nécessité d'une révolution, et donc de façon pacifique et automatique – “ le capitalisme (conduirait) de lui-même au socialisme ” (75). Autant dire que le socialisme n'était plus déterminé par l'existence des conditions objectives de la crise et la maturation de la conscience du prolétariat; il devenait une simple croyance religieuse. A ces affirmations, *De Tribune* réagit très violemment et de façon mordante contre la personne de Troelstra, symbole du révisionnisme dans le parti :

“ Un politicien pratique de la social-démocratie doit aussi comprendre la théorie; il doit la connaître et pouvoir la défendre. C’est peut-être pour un ‘bourgeois’ une lourde tâche, mais la classe ouvrière ne s’accorde pas moins avec son chef. Ce savoir, cette science socialiste est certes souvent plus facile à atteindre chez un ouvrier que pour un homme qui est issu de la bourgeoisie. L’ouvrier peut savoir immédiatement à partir de sa propre vie ce que le socialiste issu de la bourgeoisie doit auparavant apprendre de la théorie; par exemple, ce qui pour Troelstra n’est pas encore certain : que le fossé économique entre les deux classes devient toujours plus profond... Si la possibilité existe que le fossé entre les classes ne devienne pas plus profond, alors notre socialisme sombre dans une croyance; la certitude devient une attente. Avec la croyance et l’espoir les ouvriers sont suffisamment floués. Pour cela ils n’ont pas besoin de socialisme. L’Eglise aussi leur apporte la croyance que cela ira mieux dans l’au-delà et les braves libéraux et démocrates espèrent que cela ira mieux bientôt. ” (76).

Mais le plus important dans la dénonciation du révisionnisme par les tribunistes était l’affirmation théorique de la marche du capitalisme vers une crise mondiale. En cela, la Gauche hollandaise rejoignait la position de Rosa Luxemburg qu’elle devait exposer en 1913 dans *L’Accumulation du capital* :

“ La prétendue ‘prophétie’ de Marx est aussi pleinement réalisée dans le sens que les périodes de développement capitaliste moderne deviennent toujours plus courtes, que en général les ‘crises’ comme force transitoire d’une production forte à une production faible doivent toujours encore persister et que avec le développement du capitalisme elles s’élargissent, deviennent plus longues, les maux limités localement devenant toujours plus des calamités mondiales. ” (77).

Ces attaques portées contre les théories révisionnistes de Troelstra furent considérées par une majorité du SDAP comme de simples attaques personnelles. Fait extrêmement grave dans l’histoire du mouvement ouvrier, en contradiction avec la liberté de critique dans un parti ouvrier, les révisionnistes interdirent le colportage de *De Tribune* lors d’une réunion publique où parlait Troelstra. C’était le début du processus d’exclusion des positions marxistes, processus qui allait brutalement

s'accélérer à la veille de l'année 1909.

b. Gorter contre Troelstra sur la “ morale prolétarienne ”

De Tribune avait sorti en feuilleton au cours de l'année 1908 l'une des contributions majeures de Gorter à la vulgarisation du marxisme : *Le matérialisme historique expliqué aux ouvriers*. Prenant à titre d'exemple la grève de 1903, Gorter montrait que la lutte de classe faisait surgir une authentique morale de classe qui entraînait en contradiction avec la “ morale générale ” commune défendue par les tenants de l'ordre existant. La conception matérialiste, défendue par Gorter, qui sapait les fondements de toute morale religieuse, fut violemment attaquée au Parlement par le député chrétien De Savornin Lohman les 19 et 20 novembre 1908. Celui-ci, en défendant l'unité de la nation, accusa la social-démocratie de vouloir susciter la guerre entre les classes et d'intoxiquer ainsi la classe ouvrière avec le marxisme.

Au lieu de faire bloc avec Gorter face aux attaques du député conservateur, Troelstra se lança dans une diatribe contre Gorter, qu'il présenta comme non représentatif du parti et une simple caricature du marxisme. Pour lui, la morale n'était pas déterminée par les rapports sociaux ; elle était valable autant pour les prolétaires que pour les bourgeois. Il s'appuyait sur les concepts ambigus qu'avait utilisés Marx dans les statuts de l'AIT : ceux de “droits”, de “devoirs” et de “justice”. (78) Mais Troelstra, en confondant à dessein les valeurs communes à l'espèce humaine et la morale officielle qu'il présentait comme universelle transformait la morale de la lutte ouvrière - guidée par des intérêts communs et une action tendue vers la victoire - en une monstruosité. Le matérialisme de Gorter serait un pur appel au meurtre et aboutirait à un état de barbarie. Selon lui, Gorter, par exemple, serait contre le fait qu'un ouvrier “sauve un fils de capitaliste en train de se noyer” (79). La démagogie de Troelstra dans l'argumentation était dans ce cas identique à celle de De Savornin Lohman, à laquelle il se ralliait.

Gorter répliqua fougueusement, selon son habitude, aussi bien à De Savornin Lohman qu'à Troelstra, par une brochure vite écrite et publiée : *Morale de classe. Une réponse à MM. De Savornin Lohman et P.J. Troelstra, membres de la Seconde Chambre* (80). Il concentra la pointe acérée de sa plume sur la personne de Troelstra qui “ en réalité, au plus profond de ses paroles, a choisi le camp de la bourgeoisie ” (81). Il montrait d'autre part que Troelstra trahissait la pensée profonde de Marx en utilisant les termes ambigus des Statuts de l'A.I.T. La correspondance de Marx et Engels, publiée quelques années plus tard, devait permettre à Gorter de justifier triomphalement son argumentation. En effet, dans une lettre du 4 novembre 1864, Marx expliquait qu'il avait dû faire quelques concessions face aux proudhoniens : “ J'ai été obligé d'accueillir dans le préambule des Statuts deux phrases contenant les mots 'devoir' (*duty*) et 'droit' (*right*) de même que les mots 'vérité, morale et justice' (*truth, morality and justice*), mais je les ai placés de telle sorte qu'elles ne causent pas de dommage ” (82).

D'autre part, Gorter répliquait vigoureusement à l'accusation que la morale du prolétariat visait à s'attaquer aux individus capitalistes, au mépris de tout sentiment d'humanité. La morale du prolétariat était essentiellement une morale de combat qui visait à la défense de ses intérêts contre la classe bourgeoise, comme catégorie économique, et non comme somme d'individus. Elle était une morale visant à s'abolir dans la société sans classes, pour laisser la place à une véritable morale, celle de l'humanité tout entière émancipée de la société de classes.

Suite à cette polémique, la scission devint inévitable. Elle était souhaitée par Troelstra, qui tenait à éliminer du parti toute tendance critique marxiste. Dans une lettre à Vliengen du 3 décembre il avouait : “ Le schisme est là; la seule ressource ne peut-être qu'une scission. ”

La scission du congrès de Deventer (13-14 février 1909)

Pour éliminer les tribunistes et leur revue, les chefs révisionnistes proposèrent un référendum pour examiner la question de la suppression de la revue *De Tribune* lors d'un congrès extraordinaire. Le comité du parti était hésitant et même contre de telles mesures extraordinaires. Troelstra passa par dessus le comité et par référendum obtint des 2/3 du parti la convocation du congrès. Il se manifestait ainsi que la très grande majorité du SDAP était gangrenée par le révisionnisme; elle était même à la base plus révisionniste que le "sommet", que ses organes directeurs.

D'autre part, les éléments marxistes issus du *De Nieuwe Tijd* et collaborateurs de *De Tribune* capitulèrent devant Troelstra. Au cours d'une conférence tenue le 31 janvier, sans même que soient invités les principaux rédacteurs tribunistes, Henriette Roland Holst et Wibaut (83) se déclarèrent prêts à quitter la rédaction de la revue pour diriger un futur supplément hebdomadaire (*Het Weekblad*) de *Het Volk* - le quotidien du SDAP débarrassé de toute critique marxiste contre le révisionnisme. Au lieu de se solidariser avec leurs camarades de combat, ils firent un serment d'allégeance à Troelstra en se déclarant pour "un travail commun de loyale camaraderie de parti" (84). Ceux-ci se proclamèrent "marxistes de paix", essayant de se réfugier dans une attitude centriste de conciliation entre la droite et la gauche marxiste. Les tribunistes ne manquèrent pas de reprocher à Roland-Holst sa capitulation : son attitude ne faisait que rendre plus certaine la scission souhaitée par les révisionnistes.

Il est vrai que de leur côté, la minorité marxiste était loin d'être homogène pour mener le combat à l'intérieur du SDAP. Wijnkoop, Van Ravesteyn et Ceton, qui constituaient la véritable tête organisationnelle de la minorité, s'étaient déjà résolus à la scission avant le congrès, pour maintenir en vie *De Tribune*. Par contre, Gorter - qui n'était pas formellement dans la rédaction - restait beaucoup plus réservé. Il se méfiait de la fougue de cette triade et ne voulait en aucun cas précipiter la scission. Il souhaitait que Wijnkoop se modère et que les tribunistes restent dans le parti, au prix même de l'acceptation de la suppression de *De Tribune* en cas d'échec au congrès de Deventer. Dans une lettre envoyée à Kautsky le 16 février, deux jours après la fin du congrès, il résumait sa position : "J'ai continuellement dit contre la rédaction de *Tribune* : nous devons tout faire pour attirer les autres vers nous, mais si cela

échoue - après que nous nous soyons battus jusqu'au bout et que tous nos efforts aient échoué - alors nous devons céder. " (85).

Lors du congrès extraordinaire de Deventer (13 et 14 février), les tribunistes se battirent pendant deux jours avec acharnement et dans des conditions extrêmement difficiles (86). Souvent interrompus par Troelstra qui usait systématiquement d'une démagogie anti-intellectuels - ironisant sur les " professeurs " de *De Tribune* -, affrontant le plus souvent les rires d'incompréhension de la majorité du congrès, ils restèrent offensifs. Ils se battirent pour maintenir l'essence révolutionnaire du parti, " le sel du parti ", selon la formule lancée par Gorter. Sans la liberté de critique marxiste contre l'opportunisme, liberté exercée dans les grands partis - comme le parti allemand -, on supprimerait la possibilité " d'éveiller la conscience révolutionnaire " (87). Plus qu'aucun autre, Gorter sut exprimer lors du congrès la conviction révolutionnaire des tribunistes; une période décisive de guerre menaçante et de révolution future en Allemagne s'ouvrait, qui entraînerait la Hollande dans la tourmente :

" Internationalement, la période est très importante. Une guerre internationale menace. Alors le prolétariat allemand entrera en insurrection. Alors la Hollande devra choisir sa couleur; alors le parti devra se réjouir qu'il y ait eu des hommes qui mettaient au premier plan le côté révolutionnaire de notre lutte. " (88).

Conscient finalement du naufrage du SDAP, Gorter concluait à la fin du congrès par un vibrant appel au regroupement des marxistes autour de " Tribune " : " Venez-vous joindre à nous autour de *Tribune*; ne laissez pas le navire couler ! " Cet appel n'était cependant pas une invitation à la scission et à l'édification d'un nouveau parti. Gorter était conscient de la nécessité de rester dans le parti, faute de quoi les tribunistes perdraient toute possibilité de se développer : " Notre force dans le parti peut grandir; notre force en dehors du parti ne pourra jamais croître. " (89).

Mais ce combat pour rester à l'intérieur du parti échoua. De vieux adversaires du révisionnisme,

comme Van der Goes, tout en refusant l'exclusion des tribunistes se prononcèrent pour l'interdiction de *De Tribune*. Les " marxistes de paix ", devenus " centristes ", lâchaient les révolutionnaires. La scission devenait inévitable au nom de " l'unité du parti ".

Le congrès décida de façon écrasante - par 209 mandats contre 88 et 15 blancs - la suppression de *De Tribune*, remplacé par un hebdomadaire dirigé principalement par Henriette Roland-Holst. Mais, surtout, il excluait du parti les trois principaux rédacteurs tribunistes : Wijnkoop, Van Ravesteyn et Ceton. Dans l'esprit des révisionnistes, il s'agissait de décapiter la tête organisationnelle, de séparer les " chefs " de la masse des sympathisants tribunistes dans le parti.

Cette manœuvre, néanmoins, échoua. Après le choc de l'exclusion des porte-parole du tribunisme, dans les sections les militants se ressaisirent et se solidariserent avec les trois rédacteurs. Rapidement, ce qui était jusque là une tendance informelle se transforma en groupe organisé. Aussitôt après le congrès - preuve que les tribunistes avaient envisagé cette possibilité avant la scission - une commission permanente d'organisation fut formée pour regrouper la tendance tribuniste. Des membres du groupe *De Nieuwe Tijd*, dont Gorter et Mendels, finirent par rejoindre la commission (90). Gorter, après six semaines d'hésitations et de doutes, finit par se résoudre à s'engager dans un travail avec les exclus. Il mettait en garde, cependant, contre la fondation d'un second parti qui serait purement volontariste.

C'est en fait la publication le 13 mars par le SDAP du référendum dans le parti, pour approuver les décisions de Deventer, qui poussa les exclus à former un second parti. Par 3.712 voix contre 1.340, le SDAP avalisait l'exclusion du parti de toute la rédaction de *De Tribune* (91).

Or, entre-temps, avant que l'annonce d'exclusion définitive ne fut connue, Gorter et Wijnkoop se rendirent à Bruxelles le 10 mars. Trois membres du Bureau socialiste international - Huysmans, Vandervelde et Anseele, tous situés soit au centre soit à droite (92) - dont le siège était dans la capitale belge, les attendaient pour résoudre la question hollandaise. Contrairement à leurs craintes,

Gorter et Wijnkoop trouvèrent une grande compréhension dans le BSI, lequel s'indigna de l'exclusion décidée à Deventer, et tenta d'obtenir la réintégration des exclus comme la libre expression du marxisme dans le SDAP. Pour jouer les médiateurs, Huysmans, le secrétaire en titre du BSI, se rendit en Hollande le 15 mars pour obtenir des instances du SDAP les décisions suivantes : 1° l'annulation de la décision d'exclusion de Deventer; 2° l'acceptation d'un des rédacteurs exclus dans le nouvel hebdomadaire dirigé par Roland Holst; 3° la reconnaissance du droit d'expression pour la minorité marxiste.

Sur tous ces points, les instances dirigeantes du SDAP semblèrent ébranlées par les propositions de Huysmans. Mais, la veille, le 14 mars, s'était tenu à Amsterdam le congrès de fondation du parti tribuniste qui prit le nom de SDP (Parti social-démocrate). Sa fondation avait donc été décidée par ses membres sans même attendre les résultats des négociations du BSI avec le SDAP. Ce dernier, pourtant au courant des discussions menées depuis le 10 mars, avait fait avaliser l'exclusion le 13 mars.

C'est donc dans une situation d'extrême confusion que naquit le SDP. Il s'agissait d'un petit parti de 419 membres divisé en 9 sections. Son programme était celui de l'ancien parti d'avant 1906, avant les modifications révisionnistes.

Wijnkoop était nommé par le congrès président du parti, en raison de ses capacités d'organisateur. Gorter devenait membre de la direction du SDP. Mais son poids organisationnel était trop faible pour contrecarrer la politique personnelle, voire ambitieuse, de Wijnkoop, prêt à sacrifier toute possibilité d'unité sur l'autel de son groupe. Une telle politique n'était pas sans arranger la majorité révisionniste du SDAP qui souhaitait la scission définitive d'avec le courant marxiste.

Pour toutes ces raisons, les tentatives faites par le BSI pour mettre fin à la scission échouèrent. Un congrès extraordinaire convoqué d'urgence pour le 21 mars, une semaine après celui de sa fondation, rejeta majoritairement les propositions faites par Huysmans de retourner dans le SDAP. Gorter était,

avec quelques-uns qui appartenaient à la vieille garde du SDAP, pour. Il jugeait particulièrement irresponsable l'attitude de Wijnkoop dont il dénonçait en privé " l'opiniâtreté sans limites " (93). Il était à ce point démoralisé qu'il songea même un moment quitter le SDP. Le rejet par le BSI et le SDAP des conditions de réintégration des militants tribunistes le décida cependant à s'engager complètement dans l'activité du nouveau parti.

En effet, le congrès du 21 mars, en dépit de l'attitude peu claire de Wijnkoop, avait laissé la porte ouverte à une réintégration dans l'ancien parti. Une résolution du congrès montrait le souhait de la majorité de maintenir aux Pays-Bas un seul parti; pour cela le congrès posait des conditions qui permettraient aux tribunistes de continuer leur travail de critique et d'activité marxistes dans le SDAP, si elles étaient acceptées:

" (le congrès) souhaite qu'en Hollande il y ait un seul parti social-démocrate et charge le comité du Parti, dans l'intérêt de l'unité, de lui donner pleins pouvoirs pour dissoudre le SDP, dès que :

" - le SDAP, par référendum, lève l'exclusion des trois rédacteurs;

" - le SDAP reconnaît dans une résolution clairement formulée la liberté de tous ses membres ou de tout groupe de membres, ouvertement, sous toute forme, écrite et orale, de proclamer les principes consignés dans le programme et d'exercer leur critique " (94).

Le rejet de ces conditions, qui apparurent comme un ultimatum, pour le BSI et le SDAP créait une situation nouvelle dans l'Internationale. Il y avait dans un pays comme les Pays-Bas deux partis socialistes se réclamant tous deux de la IIe Internationale. Cette situation était exceptionnelle. Il y avait certes le cas russe, où le Parti socialiste-révolutionnaire, le Bund juif et le POSDR (Parti ouvrier social-démocrate de Russie) faisaient partie de la IIe Internationale. Mais dans le POSDR lui-même, après la scission de 1903, les fractions menchevik et bolchevik, et les hors-fractions, restaient membres du parti. Cela dura du moins jusqu'à la scission de Prague (1912). Il était cependant très clair pour les militants marxistes du SDP que leur parti était un parti de l'internationale. La scission

était une scission locale non une scission d'avec l'Internationale. Il était évident pour eux que la IIe Internationale restait un corps vivant et qu'elle n'avait nullement fait faillite. La faillite du SDAP de Troelstra n'était nullement celle de l'Internationale. Pour le SDP, le modèle de parti restait encore, comme pour les bolcheviks, la social-démocratie allemande, avec laquelle il avait des liens étroits. Gorter, comme membre de la direction du SDP, restait en correspondance régulière avec Kautsky, du moins jusqu'en 1911, date de la rupture de la Gauche avec le Centre kautskyste. Pannekoek, qui s'était installé en Allemagne depuis 1906 et était depuis la scission militant du SDP, s'inscrivit à la section de Brême du SPD, après avoir enseigné dans l'École du Parti à Berlin.

Pour être reconnu section de l'Internationale, le SDP entreprit promptement des démarches auprès du Bureau socialiste international. Gorter et Wijnkoop furent mandatés pour exposer au BSI les motifs de la scission en s'appuyant sur les rapports spécialement rédigés à l'adresse de l'Internationale (95). La validation du nouveau parti comme section à part entière fut en fait l'objet d'un conflit entre une gauche représentée par Paul Singer (SPD) et Edouard Vaillant et une droite, dont l'Autrichien Victor Adler était le porte-parole. C'est à une faible majorité que l'acceptation du SDP dans l'Internationale fut rejetée : la résolution Adler recueillait 16 voix, contre l'acceptation; celle de Singer 11 voix pour (96). Ainsi, le 7 novembre 1909, par ce vote, le SDP était de fait exclu de mouvement ouvrier international, par une majorité du BSI qui prenait fait et cause pour le révisionnisme.

Le SDP trouva néanmoins un appui incondtionnel dans la gauche bolchevik. Lénine - qui avait pris contact avec Gorter avant le BSI - condamna avec indignation la décision du Bureau socialiste international de Bruxelles. Pour lui, il ne faisait aucun doute que les révisionnistes étaient responsables de la scission : " (Le BSI) adopta une position formaliste et, prenant nettement parti pour les opportunistes, rendit les marxistes responsables de la scission (97). Il approuvait sans réserves les tribunistes qui n'avaient pas accepté la suspension de *De Tribune*. Comme eux, il condamnait le centrisme de Roland-Holst " qui fit malheureusement preuve d'un désolant esprit de conciliation " (98).

Ainsi débutait entre le SDP et les bolcheviks une communauté d'action qui allait devenir de plus en

plus étroite. En partie grâce à la Gauche russe, le SDP finit par être accepté en 1910 comme section de plein droit de l'Internationale. Disposant de 1 mandat contre 7 au SDAP, il put participer aux travaux des congrès internationaux, à Copenhague en 1910 et à Bâle en 1912 (99).

Ainsi, malgré les manœuvres des révisionnistes, le SDP s'intégrait dans le mouvement ouvrier international. Mais la scission avait affaibli le camp marxiste en Hollande. La majorité du tribunisme n'avait pas su lutter jusqu'au bout dans le SDAP, soit pour le reconquérir, soit pour amener à elle au moins une majorité d'ouvriers. En rompant de façon précipitée, les chefs tribunistes n'amenèrent pas dans leur rang des éléments comme Sneevliet, Roland Holst et Van der Goes, qui restaient marxistes, mais dans une position d'attente. Mais le petit parti tribuniste constituait incontestablement un pôle de clarté et de regroupement des meilleurs éléments révolutionnaires.

L'activité du SDP en Hollande jusqu'à la guerre

Jusqu'à la première guerre mondiale, le SDP connut une " traversée du désert ". Il resta un petit parti, sans grande influence sur le prolétariat néerlandais : quelques centaines de militants contre plusieurs milliers au SDAP de Troelstra. Sa croissance numérique fut très lente et limitée, en dépit de son esprit militant : au moment de la scission, le SDP comptait 408 militants; en 1914, 525 (100). En pourcentage, le parti avait perdu des militantes : le SDP comptait 38 % de femmes en 1912, 28 % en 1914, selon *De Tribune* du 13 mai 1914. Le nombre d'abonnés à *De Tribune* resta limité et fluctuant : 900 lors du congrès de Deventer; 1.400 en mai 1909 et 1.266 en 1914. A cause de sa faible audience, le SDP ne fut jamais un parti parlementaire - il le devint à la fin de la guerre; sa participation aux élections fut toujours une débâcle. Lors des élections de juin 1909, il obtint 1,5 % des voix par district. Même Gorter, qui était réputé être le meilleur orateur du parti, le seul capable de susciter l'enthousiasme des ouvriers (101), connut un échec retentissant : poussé à être candidat aux

élections de 1913, à Amsterdam et dans la ville industrielle d'Enschede, il obtint 196 voix pour le SDP contre 5.325 pour le SDAP dans cette dernière ville. Mais, même s'il participait aux élections, le terrain du SDP n'était pas l'électoratisme, terrain où s'était enlisé le SDAP de Troelstra.

Réduit à une petite cohorte, le SDP - par suite des mauvaises conditions dans lesquelles s'était accomplie la scission de Deventer - ne put rallier l'organisation des jeunes, qui traditionnellement se tenait à la pointe de la lutte contre le capitalisme et la guerre, de façon active et radicale. L'organisation de jeunesse, avec la revue *De Zaaier* (" Le Semeur "), qui avait été créée en 1901 (102), voulut rester autonome : ses sections étaient libres de se rattacher à l'un ou à l'autre des deux partis. Lorsque, en 1911, le SDAP créa sa propre organisation de jeunesse, essentiellement pour contrer l'activité antimilitariste du *Zaaier*, celui-ci éclata. Les quelques militants restant (100 environ) refusèrent néanmoins de suivre le SDP, malgré l'orientation commune.

Le risque était grand, malgré la solidité théorique du parti, que le SDP s'enfonçât dans le sectarisme. Les attaches du parti avec le prolétariat d'industrie étaient distendues depuis la scission. Moins de la moitié des militants travaillait dans les usines ou les ateliers; une grosse partie était composée d'employés et d'instituteurs. Le sommet du parti - jusqu'en 1911 du moins (103) - était composé d'intellectuels, solides théoriciens (104), mais - sauf Gorter - souvent sectaires et doctrinaires.

La lutte contre le sectarisme au sein du SDP se posa dès le départ. En mai 1909, G. Mannoury - un mathématicien connu, dirigeant du parti déclara que le SDP était le seul et unique parti socialiste, le SDAP étant devenu un parti bourgeois. Gorter, d'abord minoritaire, se battit avec acharnement contre cette définition sommaire; il montra que - bien que le révisionnisme menât à l'intégration au camp bourgeois - le SDAP était avant tout un parti opportuniste au sein du camp prolétarien. Cette position avait des implications directes au niveau des activités d'agitation et de propagande. Il était possible de se battre avec le SDAP chaque fois que celui-ci défendait un point de vue de classe, mais sans la moindre concession théorique.

“ *Secte ou parti ?* ” (105), telle était la question que Gorter posa très clairement devant l'ensemble du parti en novembre 1910. Il s'agissait de savoir si le SDP s'associerait à une pétition lancée par le SDAP pour le suffrage universel. Le SDP, comme tous les partis socialistes de l'époque, se battait pour le suffrage universel. La question centrale était donc l'analyse de classe du SDAP, mais aussi la lutte contre l'inaction sectaire lors des luttes politiques. Au départ, seule une petite minorité, menée par Gorter, soutint l'idée de la pétition et de l'agitation sur le suffrage universel. Il fallut tout le poids de Gorter pour qu'enfin une faible majorité se dessinât en faveur d'une activité commune avec le SDAP. Gorter montra le danger d'une tactique de non-participation, qui risquait de pousser le parti à un isolement total. Vis-à-vis du SDAP, qui n'était certes pas un vrai parti, mais “ un rassemblement, une masse attroupée pour une troupe de démagogues ”, la tactique devait être celle du “ frelon ” l'aiguillonnant dans le bon sens. Cette attitude fut finalement celle du parti jusqu'à la guerre, moment où le SDAP franchit le Rubicon en votant les crédits de guerre.

L'évolution du SDAP confirmait d'ailleurs la validité du combat mené dès le début par les tribunistes contre le révisionnisme. Celui-ci, progressivement, était happé par l'idéologie et l'appareil d'Etat bourgeois. En 1913, le SDAP se prononça pour la mobilisation militaire en cas de guerre, et Troelstra proclamait ouvertement l'adhésion du révisionnisme au nationalisme et au militarisme : “ Nous devons accomplir notre devoir ”, écrivait-il dans le quotidien du SDAP. ” (106)

Fort de ses succès électoraux en 1913, le SDAP qui avait obtenu 18 sièges, se déclarait prêt à prendre des portefeuilles ministériels dans le nouveau gouvernement libéral. La participation à un gouvernement bourgeois aurait signifié sa transformation en parti bourgeois intégré à l'appareil d'Etat. Il y eut cependant un faible et dernier “ sursaut prolétarien ” dans ce parti : lors de son congrès tenu à Zwolle, contre l'avis de Troelstra, une faible majorité se dégagea (375 voix contre 320) contre la participation ministérielle (107). Il est vrai que l'agitation faite par le SDP - sous la forme d'une *Lettre ouverte* écrite par Gorter et adressée au congrès qui n'en eut même pas connaissance - contre la participation ne fut pas étrangère à ce dernier sursaut (108).

L'activité du SDP ne se limita plus à critiquer le SDAP. Elle se déploya essentiellement dans la lutte de classe, dans les luttes économiques et dans l'action contre la guerre.

La reprise de la lutte de classe internationale au début des années 1910 favorisa l'activité du parti qui y puisa enthousiasme et confiance. Ses militants participèrent avec ceux du NAS aux luttes des maçons d'Amsterdam en 1909 et 1910, qui se défiaient du SDAP, jugé " parti d'Etat ". En 1911, le parti formait avec le NAS un " Comité d'agitation contre la vie chère ". Ainsi débutait une longue activité commune avec les syndicalistes-révolutionnaires, qui ne fut pas sans développer l'influence du SDP avant et pendant la guerre, au sein du prolétariat néerlandais. Cette activité commune eut pour conséquence de réduire progressivement le poids des éléments anarchistes au sein du petit syndicat et de développer une réceptivité aux positions marxistes révolutionnaires.

Un événement majeur devait renforcer l'audience du SDP et du NAS dans le prolétariat néerlandais : la grève internationale des marins en 1911. Le 14 juin 1911, simultanément, les marins d'Angleterre Belgique et Pays-Bas - et plus tard ceux des USA - se mettaient en grève, avec le soutien de la Fédération internationale des ouvriers des transports, dont le siège était à Londres. Il s'agissait d'une des premières tentatives de grève générale dans un secteur international du prolétariat. Mais un grand nombre d'organisations nationales ne participa pas à cette grève, en dépit du succès rencontré dans certains pays, comme la Belgique et la Grande-Bretagne. Aux Pays-Bas, cette grève révéla la profonde division du mouvement ouvrier. Le syndicat NVV, rattaché au SDAP, mena la grève de son côté à Rotterdam, sans se soucier de son extension aux autres ports et à d'autres secteurs, comme les dockers, prêts à entrer en grève, et les ouvriers des transports. Cette grève obtint un certain succès à Rotterdam. A Amsterdam, il n'en fut pas de même. Dans cette ville, le NAS, adhérent à la Fédération internationale des ouvriers des transports (ITF), mena une grève très combative, et obtint la solidarité active des dockers qui se mirent en grève. Mais, à l'appel des armateurs, le gouvernement fit occuper le port par la police, la gendarmerie et l'armée, au prix d'affrontements sanglants avec les grévistes. A ce moment, le NVV décida de mettre fin à la grève; et le 9 août, les

marins devaient reprendre le travail, isolés et battus. Mais la cause de la défaite était imputable à la politique du NVV et du SDAP : ceux-ci refusèrent tout soutien financier aux grévistes qui suivaient le NAS. Seule l'Union des cheminots et traminois (NV), adhérente au NVV et dirigée par Sneevliet, apporta son soutien. Sneevliet et Henriette Roland Holst dénoncèrent la politique de Troelstra et du NVV. En 1912, Roland Holst et Sneevliet quittaient le SDAP. Mais à la différence de Sneevliet, qui rejoignait momentanément le SDP, Roland Holst se retirait de l'activité politique organisée (109).

Cette vague de lutte de classe, à laquelle le SDP participa activement avec le NAS, eut pour effet de renforcer son audience dans le prolétariat néerlandais. La conjoncture lui était favorable : le pourcentage de grèves sauvages avant 1914 était très élevé : 45 %. Le SDP, tout en restant faible numériquement, était une force politique active qui se révéla pleinement après 1914.

La lutte contre la guerre avait toujours été la préoccupation constante du mouvement tribuniste, avant même la fondation du SDP. Dès 1907, par la plume de Van Ravesteyn, les tribunistes rejetaient la distinction établie dans la IIe Internationale entre "guerres défensives" et "guerres offensives". Il n'y avait plus de "guerres progressistes"; l'histoire avait changé et il était impossible de raisonner avec les schémas des "révolutions bourgeoises" du XIXe siècle : "Pour son action présente, le prolétariat peut tirer de l'histoire cette conclusion : il sera toujours impossible aussi longtemps que subsistent la société de classe et les antagonismes nationaux, d'établir une nette distinction entre guerres offensives et guerres défensives. La guerre, chaque guerre est à combattre par tous les moyens possibles." (110) Cette position, qui attaquait les conceptions de Jaurès, était pleinement en accord avec celle de la Gauche allemande et de Luxembourg.

En novembre 1912, le SDP délégua Gorter et Wijnkoop, au congrès extraordinaire de Bâle, en Suisse, pour préconiser une politique résolument offensive contre le danger imminent de guerre. Pour cela, Gorter avait préparé un discours contre l'impérialisme et le militarisme. Ce discours, dont des parties furent insérées dans une brochure de Gorter écrite en octobre 1914, montrait non seulement le caractère impérialiste de tous les Etats - position défendue alors par Rosa Luxemburg - mais le danger du

courant pacifiste dans l'internationale. Il concluait, de façon significative, sur l'unité du prolétariat international créée par l'impérialisme. Le SDP, lors du congrès de Bâle, proposa un amendement, qui fut rejeté. L'amendement préconisait une grève de protestation en cas d'éclatement du conflit mondial, et prenait soin de se démarquer de l'idée de "grève générale" lancée par les anarchistes. Mais, suite à l'interdiction des débats sur cette question dans le congrès, le discours de Gorter ne put être lu (111). Il apparaissait que le manifeste de Bâle ne disait pas un mot sur la question de la "défense de la patrie" ni sur la distinction faite par Jaurès entre guerre défensive et guerre offensive. Dans l'atmosphère religieuse de la cathédrale de Bâle rehaussée, par des sonneries de cloches, la voix révolutionnaire du SDP ne put retentir, couverte par le discours enflammé de Jaurès.

Le SDP et la question coloniale jusqu'à la guerre. - l'Indonesie

Le mouvement ouvrier aux Pays-Bas, comme dans la plupart des pays industrialisés d'Europe, était confronté très concrètement au problème colonial. Le plus beau fleuron de l'empire colonial hollandais était l'Inde orientale (Indonésie), dont l'exploitation assurait de substantiels profits à la bourgeoisie néerlandaise. 300.000 Européens environ (pour une population de 50 millions d'habitants) étaient installés en Indonésie. Le prolétariat néerlandais était confronté à une expansion coloniale sanglante, dont le dernier épisode avait été la longue et terrible guerre de l'Atjeh (nord de Sumatra), menée par des musulmans, qui prit fin en 1904. La croissance de l'impérialisme néerlandais se manifesta par des investissements massifs dans les plantations et le secteur pétrolier (Shell) et une présence militaire, grandissante

Vers le milieu du XIXe siècle le problème de l'attitude du mouvement ouvrier et radical était posé de façon individuelle et littéraire par le grand écrivain et pamphlétaire Multatuli (1820-1887), pseudonyme de E. Douwes Dekker - dont les positions humanistes et anarchistes influencèrent des générations de

marxistes hollandais. Multatuli dénonçait l'exploitation coloniale et donnait comme mot d'ordre : " Sortons les Hollandais ". Plus tard, le SDB de Domela Nieuwenhuis, dans les années 1870, préconisa l'indépendance des colonies, et surtout l'arrêt de toute guerre coloniale, dont la guerre de l'Atjeh qui venait de commencer. Mais un véritable intérêt pour la question coloniale, avec des prises de position politiques et théoriques, commença à se manifester avec le développement du mouvement marxiste et de la IIe Internationale.

Dans la IIe Internationale, la question coloniale était liée à celle de l'antimilitarisme, étant donné l'emploi de l'armée dans de sanglantes guerres coloniales contre les populations " indigènes ". Il n'était nullement question de lutte conjointe des prolétariats des pays colonisateurs et colonisés contre le capitalisme mondial. La question coloniale était rattachée à la " question nationale " et non à celle de l'émancipation de l'humanité entière de la domination du système capitaliste. C'est pourquoi la réponse donnée par les courants " orthodoxe " et " social-impérialiste " dans la IIe Internationale se situait sur un terrain national. Les marxistes se prononçaient pour la formation de nouvelles nations, dans les colonies et semi-colonies; les révisionnistes pour la défense de la politique coloniale de leur pays, aménagée par une politique coloniale " socialiste " au nom de la défense de la " civilisation ".

Le grand spécialiste des problèmes coloniaux dans le SDAP et la Deuxième Internationale fut incontestablement Van Kol, qui avait travaillé comme ingénieur en Indonésie. Au congrès international de Paris (1900), il présenta une résolution qui engageait l'Internationale non seulement à lutter par tous les moyens contre le politique d'expansion coloniale des grandes puissances mais aussi à favoriser la formation de partis socialistes dans les pays coloniaux. Cette résolution, approuvée à l'unanimité, contenait l'idée, en outre, que la lutte contre un colonialisme parasitaire favoriserait un véritable essor de la production industrielle en Europe, et donc une croissance plus rapide du prolétariat. C'était la position de Kautsky, partagée par les " marxistes orthodoxes ".

Mais la direction du SDAP manifesta très vite dans la question coloniale des tendances au chauvinisme. En 1904, au congrès international d'Amsterdam, le même Van Kol présenta à nouveau,

au nom du congrès, une résolution demandant aux partis socialistes de “ s’opposer irréductiblement à toutes les mesures impérialistes ou protectionnistes, à toutes expéditions coloniales, à toutes dépenses pour les colonies ”. La résolution appelait aussi à “ dénoncer sans relâche les actes d’oppression dont les populations indigènes sont victimes ”; à “ obtenir pour elles des mesures efficaces de protection contre la barbarie militariste ou l’exploitation capitaliste ”. Mais la résolution Van Kol - adoptée par ailleurs par le congrès - tout en appelant à “ l’émancipation complète des colonies ” se contredisait en réclamant “ pour les indigènes la plus large somme de liberté et d’autonomie compatible avec leur état de développement. ” La conclusion allait dans le sens d’un “ colonialisme progressiste ”, en préconisant une “ exploitation effective sous le contrôle parlementaire ” des colonies. Un esprit nationaliste et colonialiste se dégageait d’ailleurs de l’intervention de Van Kol qui proclamait que “ dans l’Etat socialiste il (aurait) aussi des colonies ”.

Cette évolution vers le chauvinisme de la part du SDAP, et de son spécialiste colonial Van Kol, se manifesta pleinement au congrès international de Stuttgart (1907), où la question coloniale se reliait à celle de la lutte contre la guerre menaçante. Un projet de résolution fut à nouveau présenté au congrès au nom de la Commission coloniale par Van Kol. Il était affirmé que la social-démocratie ne pouvait condamner “ en principe et pour tous les temps ” toute politique coloniale, qui “ en régime socialiste ” pourrait être “ une œuvre de civilisation ”. Il s’agissait de condamner la “ colonisation actuelle ”, qui favorisait le “ danger de complications internationales et de guerres ”, et “ aggravait les charges des prolétaires de la métropole ”, et de défendre les droits des “ opprimés sans distinction de races ”; droits qui seraient garantis par un accord international entre gouvernements capitalistes. Ainsi, Van Kol défendait une motion contradictoire, reprenant l’anticolonialisme du Congrès de Paris mais le niant au nom d’une “ politique coloniale positive ”. Aussi pouvait-il s’appuyer sur la tendance “ social-impérialiste ” du Parti allemand, représentée par David. Celui-ci affirmait que “ l’Europe (avait) besoin de colonies ”, lesquelles étaient une œuvre de civilisation. Van Kol, dans ses discours, soulignait les intérêts impérialistes de la Hollande et de l’Allemagne. Répliquant à l’Allemand Georg Ledebour, il affirmait : “ Que fera Ledebour du produit croissant de l’industrie européenne, s’il ne peut trouver des

débouchés nouveaux dans les colonies ? ” Il se manifestait ainsi dans l'Internationale de fortes tendances au “ social-impérialisme ” qui devaient culminer en 1914. Les Allemands du SPD, sauf exception, et le SDAP hollandais représentaient en premier lieu ces tendances.

Il fallut une énergique bataille de Ledebour – le futur chef indépendant de l'USPD en 1917 -, appuyé par le Polonais Karski, les social-démocrates russes et polonais, en particulier, dans la Commission coloniale pour mettre au point une résolution modifiée qui rejetait les prémisses et conclusions de Van Kol. De façon symptomatique, exprimant une dégénérescence de l'Internationale - en dépit de la résolution adoptée contre la guerre -, la résolution Van Kol ne fut rejetée par le congrès qu'à une infime majorité : 128 mandats pour; 108 contre et 10 abstentions (Suisse). L'amendement Ledebour élaboré par la minorité de la Commission coloniale recueillit une faible majorité : 127 voix pour; 108 contre. Son intérêt n'était pas seulement de rappeler l'hostilité à la politique coloniale capitaliste de la part du mouvement ouvrier, de condamner tout travail forcé et toute exploitation des indigènes. Il se trouvait dans l'affirmation que seul le socialisme pourrait développer une authentique civilisation “ en offrant à tous les peuples la possibilité de pleinement développer leur civilisation ”. Il concluait, de façon ambiguë en des formules exprimant une vision pacifiste et idéaliste, par un appel au “ développement pacifique de la civilisation en mettant par toute la terre les richesses du sol au service de l'humanité toute entière ”. Cette résolution, qui fut défendue par toutes les tendances de gauche de l'internationale, séparait soigneusement la question nationale de la question coloniale. C'est par le biais de la critique des conceptions nationalistes et “ nationalitaires ” qu'une partie de la Gauche hollandaise remit en question peu à peu les solutions nationales et réformistes préconisées par l'Internationale dans la question coloniale. Ce fut le cas de Pannekoek avec des tâtonnements et des ambiguïtés - qui rejetant les concepts de peuple et nation pour celui de classe, posa les jalons de la théorie de la révolution mondiale, unissant dans les mêmes intérêts de classe antinationaux les prolétaires du monde développé et des colonies ou semi-colonies, dans une lutte commune contre toutes les bourgeoisies, y compris indigènes.

En ce qui concerne le marxisme hollandais, pris dans son activité d'opposition au courant opportuniste et révisionniste de Troelstra, il n'attaqua guère publiquement - tout en étant en désaccord - la politique coloniale socialiste de Van Kol. Se donnant tout entière aux grands problèmes politiques surgis dans le SDAP et en Europe, il considéra longtemps la question coloniale comme une question annexe. C'est le congrès de Stuttgart qui ouvrit les yeux du mouvement tribuniste, qui venait juste de surgir. Le point de vue tribuniste fut exprimé par un article de Van Ravesteijn, paru dans la revue *Die Neue Zeit* avec l'appui de Kautsky. L'article se prononçait pour l'indépendance des colonies néerlandaises et l'appui aux mouvements indépendantistes :

“ La classe ouvrière néerlandaise a toutes les raisons d'être reconnaissante au congrès international de Stuttgart de déclarer de nouveau la politique coloniale principalement dommageable au prolétariat. Son attitude à l'égard de la politique coloniale néerlandaise ne peut être autrement que celle-ci : non aux colonies, c'est-à-dire déclaration d'indépendance pour tout notre domaine colonial ! Et aussi longtemps que la capacité nous fera défaut pour le réaliser : encouragement et soutien à toutes les tentatives qui peuvent mettre la population indonésienne en état d'acquiescer son indépendance. ” (112).

Par la suite, entre 1909 - date de la scission de Deventer - et 1913, le courant tribuniste s'intéressa peu à la question coloniale. Entre ces deux dates, on ne trouve pratiquement aucune position sur le colonialisme et l'attitude du prolétariat socialiste dans *De Tribune*. Le SDP venait à peine de se constituer et se préoccupait prioritairement de combattre le réformisme et le danger de guerre. De façon implicite, pour les marxistes du SDP la question de la lutte de classe en Europe était, de façon évidente, bien plus cruciale. La solution au problème colonial se trouvait non dans les colonies, où le SDAP proposait une politique coloniale réformiste - sauf Van Kol qui proposa en 1908 au Bureau socialiste international (BSI) les corvées et le travail de nuit dans les “ pays chauds ”! -, mais dans les métropoles impérialistes. C'est ce point de vue qui semblait prédominer depuis 1907, lorsque Wiedijk avait exposé sa position dans l'organe marxiste radical *De Nieuwe Tijd* (113).

C'est seulement en 1914, que le SDP remet à l'ordre du jour la question coloniale. Il s'agit pour lui de

fermement condamner la politique du SDAP qui se prononce pour l'implantation d'un "capitalisme moderne" en Indonésie et pour le "développement de l'administration coloniale en direction d'une autonomie des colonies". Lors de son congrès des 6 et 7 juin 1914, à Leiden, et à, l'instigation de Wijjnkoop, le SDP adopte le mot d'ordre : "*Los van Holland nu!*" ("séparation de l'Indonésie de la Hollande, maintenant"). Ce mot d'ordre était la concrétisation de la politique adoptée officiellement par la Seconde Internationale. Néanmoins, la politique coloniale du SDP entraîna aussitôt des ambiguïtés à l'égard du mouvement nationaliste indonésien qui était alors en pleine expansion. Le parti se solidarisa, sans critique, avec l'Indisch Partij (parti indonésien) de E.V.E. Douwes Dekker lointain descendant de Multatuli, alors exilé aux Pays-Bas. Il ouvrit même les colonnes de *De Tribune* en 1914, au dirigeant nationaliste (114), dont le but était l'indépendance en liaison avec les "élites" asiatiques, autrement dit avec la bourgeoisie nationale d'Asie. Cela annonçait une politique de soumission du prolétariat "indigène" à la bourgeoisie asiatique, qui fut pleinement développée dans le Komintern, et dont Sneevliet fut l'un des artisans.

Les ambiguïtés de la politique du SDP à l'égard du problème colonial se trouvèrent mises à nu lors du séjour de Sneevliet en Indonésie, entre 1913 et 1918. Sneevliet, qui était formellement membre du SDAP jusqu'en 1916, travaillait sur place avec les membres du SDP. Installé à Semarang, grand port de la côte Nord de Java, il prit la direction de l'Union des cheminots et traminois (VSTP) - *Vereeniging van Spooren Tram-Personeel* - seul syndicat à admettre des ouvriers indonésiens, et qui allait constituer la base prolétarienne du futur parti communiste d'Indonésie. En mai 1914, à l'initiative de Sneevliet qui appliquait ainsi la résolution du congrès international de Paris se formait l'Union social-démocrate indonésienne (ISDV) (*Indische Sociaal-Democratische Vereeniging*). Cette organisation comportait une centaine de membres hollandais, dont quelques Javanais et Indo-Européens. Elle se dota d'un bimensuel, en hollandais, *Het vrije woord* (Libre parole), en octobre 1915; puis en avril 1917, parut le premier journal socialiste en langue indonésienne *Soeara Merdeka* (La Voix libre). Toute l'ambiguïté de l'existence de l'ISDV découlait de ses relations privilégiées avec les organisations nationalistes. Les deux principales étaient : le Sarekat Islam (Union islamique), formé - par des

commerçants musulmans, qui étendirent leur influence sur les ouvriers et paysans; et l'Indische Partij de Douwes Dekker, formé essentiellement d'employés indo-européens, qui - après sa dissolution en 1913 - se dénomma " Insulinde ". Sneevliet et des membres de l'ISDV étaient adhérents en même temps au mouvement " Insulinde " mais surtout, l'ISDV noua des relations étroites avec le " Sarekat Islam ", à partir de 1916, lorsque la rupture fut consommée avec " Insulinde " qui défendait une politique projaponaise, avec le mot d'ordre nationaliste : " Java aux Javanais. Il se trouvait que des membres indonésiens de l'ISDV étaient simultanément adhérents et même dirigeants du mouvement islamique, tel Semaun, De fait, l'ISDV recruta pendant la guerre un nombre considérable d'Indonésiens à venant du Sarekat Islam, qui comptait 20.000 membres. Pendant une brève période en fit partie Akmed Soekarno, le futur dirigeant nationaliste et président de l'Indonésie après 1946. Mais il est notable que beaucoup des nouveaux adhérents du ISDV restaient membres de Sarekat Islam. Une telle politique préfigurait, à l'état embryonnaire, celle qui fut suivie en Chine - préconisée par l'I.C. et Sneevliet - après 1921, d'un front unique allant jusqu'à la fusion entre une organisation nationaliste (Kuomintang) et le parti communiste de Chine. Mais dès 1916, un chef de la gauche tribuniste - Barend Luteraan - mettait en garde contre "l'erreur des révolutionnaires" des pays occidentaux d'appeler "à soutenir l'idéologie de l'Islam" (*De Tribune*, 14 octobre 1916).

Les prises de position de Sneevliet et de son organisation pendant la guerre contre la guerre et pour Zimerwald, pour la Révolution russe en 1917, pour une Troisième internationale montraient incontestablement la nature internationaliste du ISDV. Dès mars 1916, Sneevliet et ses partisans quittaient le SDAP local pour adhérer au SDP tribuniste. L'Union social-démocrate prenant grâce à la Révolution russe un caractère de plus en plus révolutionnaire, la droite de l'organisation scissionna (septembre 1917) pour adhérer au Parti social-démocrate indonésien, branche du SDAP en Indonésie. De fait, à partir de 1917, toute l'activité de l'ISDV fut orientée vers le soutien à la Révolution russe, puis allemande. Le seul mouvement révolutionnaire en Indonésie auquel participa l'ISDV fut celui des soldats et marins de la flotte hollandaise à Soerabaja qui formèrent - sous l'influence des événements d'Allemagne et avec la participation active de Sneevliet - des conseils de marins et soldats à

Soerabaja (2^e ville de Java, côte Nord). La participation de Sneevliet à ce mouvement lui valu d'être chassé d'Indonésie (externé) en décembre 1918. En 1920, se constituait le Parti communiste indonésien (PKI), à partir du ISDV et des syndicalistes indonésiens liés au mouvement nationaliste. Dans l'I.C., Sneevliet, de façon significative, représentait le PKI et l'aile gauche du Sarekat Islam. Cette alliance avec la bourgeoisie indigène islamique dura jusqu'en 1923. (115).

La politique de Sneevliet dans la question coloniale était en plein accord avec celle du SDP. Elle traduisait une oscillation constante entre une orientation internationaliste, favorisée par la Révolution russe, et une orientation en faveur de la libération nationale, amenant de fait une soumission du mouvement prolétarien indonésien aux organisations nationalistes islamiques. L'oscillation entre nation et classe internationale était bien résumée par le programme de l'ISDV lors de son congrès de mai 1918 : " L'ISDV se propose pour but d'organiser le prolétariat et les paysans en Inde orientale, indépendamment de leur race et de leur religion, en une union indépendante, qui conduit la lutte de classe dans leur propre pays contre une classe capitaliste dominante, et par là renforce la lutte internationale et mène, en même temps, la seule lutte possible pour la libération nationale. " (*Het Vrije Woord*, 20 mai 1918.)

C'est le courant de Gorter et Pannekoek qui remit en question le soutien du SDP aux mouvements de libération nationale, pour mettre en avant l'unité du prolétariat mondial, dans tous les pays, contre le capital mondial, par la révolution mondiale. La réévaluation de la question nationale par Pannekoek, en Allemagne, fut décisive.

La gauche hollandaise et son influence sur le radicalisme allemand

Dès le début du siècle, la gauche marxiste hollandaise a exercé une influence considérable dans les débats politiques au sein du mouvement social-démocrate allemand. Très vite, essentiellement par la personnalité de Pannekoek, son influence est devenue déterminante dans la formation et la structuration du courant radical, particulièrement la Gauche de Brême (*Bremerlinke*), l'un des noyaux fondateurs du spartakisme en 1918 et du *Linkskradikalismus* en 1919-1920.

a. Les premiers contacts avec la social-démocratie allemande

Formée par et sur le modèle du parti allemand, le SDAP était dès son origine influent dans les instances de la II^e Internationale, surtout à travers ses dirigeants réformistes Troelstra, Van Kol et Vliegen.

L'aile marxiste du SDAP prit contact très tôt avec le centre de la social-démocratie allemande, dont le représentant théorique était Kautsky, alors situé à gauche par sa défense de l'"orthodoxie" marxiste contre le courant révisionniste. A partir de 1901, Gorter nouait des rapports politiques - mais aussi personnels étroits avec le "pape du marxisme". Se considérant comme un disciple de Kautsky, Gorter se chargea maintes fois d'assurer la traduction en hollandais des ouvrages du chef de l'"orthodoxie". Henriette Roland Holst, qui avait été chargée de présenter une résolution sur la question de la grève générale au congrès international d'Amsterdam (1904), se vit confier par Kautsky la rédaction d'un livre consacré à la grève de masse, en tirant les leçons pratiques et théoriques de la révolution russe de 1905 (116). La même Roland Holst, unie par les mêmes conceptions sur la question de la grève de masse, garda des liens étroits jusqu'à la guerre avec Rosa Luxemburg. Par

leurs liens politiques, par leurs contributions politiques, les théoriciens marxistes en Hollande avaient une audience dans le mouvement ouvrier allemand et international qui était loin d'être négligeable.

Mais aucun autre militant du courant révolutionnaire hollandais n'a exercé une influence théorique, mais aussi pratique aussi profonde sur le courant radical allemand que Pannekoek, avant 1914. L'influence de Gorter ne se manifesta qu'en 1920-1921, au sein du communisme de gauche international. Celle de Roland Holst fut plus limitée, en raison de sa position "centriste" entre le communisme officiel et le *Linkskradikalismus*.

C'est en avril 1902 que pour la première fois Pannekoek rencontra Karl Kautsky. Celui-ci s'était déplacé aux Pays-Bas, pour tenir des conférences sur le marxisme. Il invita Pannekoek à collaborer à la revue théorique *Neue Zeit*, collaboration qui commença en 1903 pour se terminer, dans la désillusion sur le "radicalisme" de Kautsky, en 1912. La réputation du marxiste hollandais dans le domaine théorique était telle en 1905 que le Comité pour la formation du cartel syndical de Brême (*Bildungsausschuss des Gewerkschaftskartells, Bremen*), nouvellement créé par la social-démocratie et les syndicats locaux, l'invita à faire des conférences devant des centaines d'ouvriers. Le 14 septembre 1905, Pannekoek faisait une conférence sur le thème "Religion et socialisme" à Brême (117). Simultanément, il commençait une collaboration avec *le Leipziger Volkszeitung*, dirigé par Franz Mehring. Ce dernier voulait que Pannekoek se dédiait à la formation des journalistes et propagandistes social-démocrates de Leipzig. Mais, sur l'invitation de Kautsky en mai 1906, il accepta de donner des cours sur le matérialisme historique à l'Ecole du Parti (*Parteischule*) de la social-démocratie à Berlin, dont l'ouverture était prévue en novembre. Il avait été choisi avec Hilferding comme professeur étranger, rémunéré par la social-démocratie. Il faisait alors le choix conscient d'abandonner sa carrière d'astronome et démissionnait en novembre de l'observatoire de Leiden. Sa décision était prise de s'engager complètement dans le mouvement ouvrier allemand, comme "révolutionnaire professionnel". Il partait s'installer à Berlin.

b. Pannekoek permanent du parti social-démocrate et révolutionnaire professionnel

Pendant huit années, de 1906 à l'éclatement de la guerre mondiale, Pannekoek - qu'on a tendance à réduire à l'image de "pur théoricien", celle de l'intellectuel consultant sans s'impliquer dans le mouvement révolutionnaire réel (118) - a été d'abord un militant de parti. Il s'est dépensé sans compter pour le mouvement ouvrier allemand, aussi bien théoriquement que pratiquement. Cette période de sa vie a été décisive, au contact du réformisme et du marxisme radical allemands, dans l'élaboration progressive des théories communistes de gauche. Elle constitue indubitablement l'un des moments les plus féconds de l'activité politique du théoricien hollandais, par l'abondante production d'articles, brochures consacrés à la théorie marxiste et à la tactique du mouvement ouvrier. Sans cette activité militante, Pannekoek ne serait pas devenu le marxiste de premier plan, connu internationalement, qu'il fut par la suite, surtout aux tout débuts de l'Internationale communiste. Ses contributions ultérieures, sur le plan politique et théorique, constitueront plus une réélaboration de ses positions antérieures qu'une innovation théorique. L'expérience des révolutions russe et allemande ne fera qu'élargir et confirmer le travail théorique de Pannekoek, élaboré pendant ces huit années de militantisme actif.

La première activité politique de Pannekoek en Allemagne fut donc son enseignement à l'Ecole du parti, ouverte le 15 novembre 1906, Celle-ci était financée conjointement par le parti social-démocrate et les syndicats libres (*Freie Gewerkschaften*). L'enseignement était semestriel il avait pour but de former théoriquement les cadres du mouvement socialiste et syndical afin d'en faire de bons propagandistes. Pour un mouvement aussi puissant que le mouvement ouvrier allemand, le nombre des "étudiants" était extrêmement faible : une trentaine au maximum. Il est vrai qu'ils étaient, eux et leur famille, pris en charge totalement sur le plan financier pendant la durée des cours. Il ne semble pas qu'ils dussent offrir toutes les garanties orthodoxes pour être appelés à suivre cet enseignement.

L'enseignement de Pannekoek - comme d'ailleurs celui de Mehring et Rosa Luxemburg, qui furent aussi de remarquables enseignants à l'Ecole du Parti - n'avait rien de scolastique. Il s'agissait de

“ faire comprendre clairement la nature du capitalisme, non seulement pour inciter les ouvriers à le combattre, mais pour découvrir les meilleures méthodes de lutte ” (119). Pannekoek, dans ses cours, comme dans ses écrits, mettait en relief le facteur conscience de classe, qu’il nommait le “ spirituel ”.

Son travail à l’Ecole du Parti fut de brève durée. La police interdit à Pannekoek - et à Hilferding -, en sa qualité d’“ étranger ”, d’enseigner en Prusse. Il fut remplacé à son poste par Rosa Luxemburg, en octobre 1907.

Cela ne découragea pas Pannekoek et l’incita à poursuivre son activité dans le parti social-démocrate avec plus de résolution. D’autre part, sa réputation était telle dans les sommets du parti que Bebel lui-même lui demanda expressément de rester en Allemagne pour travailler entièrement au service du SPD. Comme Otto Rühle, à la même époque, il devenait un “ fonctionnaire ” typique de la social-démocratie, le *Wanderlehrer* (enseignant itinérant), propagandiste, conférencier et enseignant itinérant au service de l’organisation nationale. Cela l’amena à se déplacer à travers toute l’Allemagne, à Leipzig, Stuttgart, Francfort, pour donner cours et conférences. Ces déplacements ne contribuèrent pas peu à évaluer autant la progression du révisionnisme que l’état d’esprit des ouvriers de la base, face aux appareils bureaucratiques du parti et des syndicats.

Pendant toute cette période des liens étroits furent tissés non seulement avec Kautsky - Pannekoek se proclame disciple de Kautsky jusqu’en 1909 - mais avec le courant de gauche de la social-démocratie allemande et internationale. Il devint l’ami de Rosa Luxemburg et du bolchevik russe Samuel Lewitin installé à Berlin (120). Dans les révolutionnaires bolcheviks, il appréciait la “ passion révolutionnaire ardente ”, qu’il opposait aux manières empruntées et pesantes, et finalement bourgeoises, des social-démocrates allemands. (121). Il est notable, d’ailleurs, à la différence de Rosa Luxemburg, que, Pannekoek comme les tribunistes, n’émirent pas la moindre critique à l’égard du bolchevisme avant 1919. Du côté bolchevik, Lénine invita Kamenev en 1912 - lorsque la rupture était consommée entre radicaux et Kautsky - à prendre contact avec Pannekoek, au congrès de Chemnitz (122) pour mener la lutte commune contre le “ radicalisme passif ” de Kautsky.

Les contacts avec la gauche radicale ne se limitèrent pas à l'Allemagne et au milieu des exilés russes. A plusieurs reprises Pannekoek se déplaça en Suisse. A travers Robert Grimm de Berne - le futur organisateur technique de la conférence de Zimmerwald - et Brandler, installé à Zurich, qui devint plus tard l'un des principaux chefs du KPD, il prit contact avec le mouvement socialiste suisse. D'où les contacts ultérieurs qui furent renoués dès octobre 1914 avec Grimm et le *Berner Tagwacht*, contre la guerre, et plus tard pour Zimmerwald.

Cette activité, déjà impressionnante, de Pannekoek ne se limitait pas à celle de *Wanderlehrer*. Pannekoek qui affirmait " ne pas être un homme de congrès " (123) participa de façon active aux congrès de la social-démocratie allemande, d'abord comme observateur - puisqu'il était fonctionnaire du parti -, puis comme délégué, à partir de 1910, de la section de Brême. Simultanément, Pannekoek restait membre de fait du SDAP, puis du SDP " tribuniste ", après la scission de février 1909. C'est lui qui rédigea, avec Gorter et Van Ravesteyn, la brochure adressée à l'Internationale, expliquant les raisons de la scission. Devant le refus du parti allemand d'en assurer l'édition et la diffusion (124), Pannekoek se proclama éditeur, à Berlin. C'était l'une des premières escarmouches d'un combat contre le révisionnisme, qui à partir de 1909 devait devenir une guerre déclarée.

Mais l'activité, finalement la plus importante de Pannekoek, celle qui donna une audience considérable au courant tribuniste dans le mouvement ouvrier allemand et international, fut celle de journaliste révolutionnaire. De février 1908 à juillet 1914, il rédigea chaque semaine un article à contenu politique ou théorique, sous forme de correspondance de presse (*Presse-Korrespondenz*). Pour cette correspondance de presse, Pannekoek était rémunéré par les plus grands journaux social-démocrates qui achetaient chaque semaine son article. Les articles étaient imprimés par la *Bremer Bürgerzeitung*, fer de lance de l'opposition de gauche allemande. Au total, 336 articles furent rédigés. Plus d'une vingtaine de journaux allemands, ainsi que *De Tribune* aux Pays-Bas et le *Berner Tagewacht* en Suisse, étaient abonnés. En dehors des abonnés privés hollandais (Gorter, Roland Holst, van Ravesteyn et Wijnkoop), on notait le nom de Vladimir Oulianov-Lénine, à Cracovie (Autriche-Hongrie)

(125).

A cette activité rédactionnelle hebdomadaire venaient s'ajouter les contributions régulières de Pannekoek dans la revue théorique *Die Neue Zeit*, ses contributions théoriques et comptes rendus critiques des livres et revues (*Zeitschriftenschau*, rubrique dont Pannekoek fut responsable de 1907 à 1914. Par toute cette activité rédactionnelle multiple (126), Pannekoek se trouvait au cœur des débats contre le révisionnisme et le courant " centriste " de Kautsky.

c. Pannekoek dans l'opposition. - La Gauche de Brême (*Bremerlinke*) (1909-1914)

A l'époque même où Pannekoek s'installait en Allemagne (1906), le révisionnisme condamné en théorie se développait de plus en plus dans les instances du SPD, fortement épaulé par les syndicats qui ne voulaient entendre parler ni de révolution ni de grèves de masse. Cette même année 1906 voyait se manifester publiquement le courant de gauche par l'édition de la brochure de Rosa Luxemburg *Grève de masses, parti et syndicats*.

Tout naturellement, le militant tribuniste sera l'un des plus chauds partisans de la gauche du parti, au côté de Rosa Luxemburg, et l'un des théoriciens radicaux les plus écoutés. Il n'est aucune question de principe et de tactique (grèves de masses, parlementarisme, syndicats, organisation du parti, conscience de classe, question de l'Etat, guerre et impérialisme, question nationale) où il ne se trouve pas en divergence. Il n'est aucun texte où ne soit analysé le changement de période historique, et donc affirmé la nécessité d'une nouvelle tactique et de nouveaux principes pour accomplir non plus des réformes de plus en plus incertaines mais le grand but : la révolution socialiste internationale.

En 1909, Pannekoek fit publier son livre majeur avant 1914 : *Les Divergences de tactique dans le mouvement ouvrier* (127). C'était la première critique systématique des conceptions de la social-

démocratie - mais aussi de l'anarchisme assimilé au révisionnisme - du point de vue de la Gauche marxiste. A partir de cette date, cette dernière s'oppose frontalement à Kautsky, dont le radicalisme dissimule mal les positions "centristes". Pour se démarquer de ce "radicalisme passif", les marxistes se dénomment "radicaux de gauche" (*Linksradikale*). L'antagonisme entre la gauche et le "Centre" kautskyste s'exacerba entre 1910-1912, lorsque Luxemburg et Pannekoek portèrent sur la place publique les divergences de principe sur la grève de masse, qui épousaient le clivage réforme ou révolution. L'ex-camp radical était scindé irrémédiablement en deux : le "centrisme" kautskyste, dont le prolongement fut le Parti indépendant (USPD) de 1917; le courant "*linksradikal*" à l'origine du groupe spartakiste et des IKD (*Internationale Kommunisten Deutschlands*) (Communistes internationaux d'Allemagne à Brême).

C'est dans la gauche marxiste de cette "ville libre" hanséatique, un grand centre prolétarien toujours critique à l'égard des instances du SPD et des syndicats, - que Pannekoek vint militer dès avril 1910, Il demeura dans cette ville jusqu'en juillet 1914. Wilhelm Piek, le secrétaire du parti à Brême futur chef du KPD en 1919 et... futur président de la RDA, en 1949, fit appel à lui pour poursuivre son travail d'enseignant socialiste. Il était rémunéré par le *Bildungsausschuss* de Brême, formé par les arts et les syndicats. Comme dans sa période berlinoise, Pannekoek ne se contentait pas de donner des cours sur la théorie et la pratique de la lutte de classe dans la ville même où il demeurait. Il devait faire des tournées, de propagande dans toute l'Allemagne, en particulier à Stuttgart, Göppingen et Hamburg, et y tenir des conférences. C'était une occasion pour lui, opposant, d'entrer en relations avec les ouvriers radicaux de plus en plus méfiants à l'égard de l'appareil du parti et des syndicats. En même temps, il participait directement à l'activité de base du parti à Brême : réunions, diffusion de tracts; tout cela en plus de son travail régulier de journaliste révolutionnaire, dont les articles paraissaient dans l'un des journaux de l'opposition des plus influents : la *Bremer Bürgerzeitung*.

La section du SPD à Brême était certainement la plus avancée théoriquement de toutes les sections radicales en Allemagne. Elle était dominée par les personnalités de Alfred Henke (128) et de Johann

Knief, surtout, futur fondateur des IKD en 1918 et commissaire du peuple de la république des conseils de Brême en 1919. (129). Le groupe d'instituteurs, autour de Knief, singulièrement nombreux, était très actif dans la lutte de classe. Ce groupe et la masse des ouvriers d'usine étaient très réceptifs aux conceptions extrémistes. Ils se montraient les propagateurs les plus ardents de la grève de masse, mais aussi de la lutte contre l'impérialisme et le danger de guerre. Mais, surtout, ils manifestaient une opposition résolue au réformisme des syndicats, qui, comme dans le reste de l'Allemagne, restaient dans une position attentiste, quand ils n'interdisaient pas purement et simplement les grèves. D'où le débat, à Brême, sur la question "masses et chefs", où se trouve en germe l'une des positions cardinales de la Gauche communiste allemande en 1919 ; le lutte de la masse contre les chefs. Considérant, comme Lénine, que s'était formée une couche de bureaucrates et employés syndicaux ("aristocratie ouvrière") de plus en plus étrangère à la lutte de la masse, la Gauche de Brême et Pannekoek préconisaient une résistance résolue contre les chefs, par l'auto-développement de la spontanéité de la lutte. Cette discussion prit son essor en novembre 1910, lorsqu'il apparut que les syndicats à Brême prenaient position contre les grèves. Une forte réaction ouvrière se fit jour. En mars 1911, à Hamburg, se déroula un grand débat contradictoire sur cette question, entre Pannekoek et Carl Legien, le chef réformiste des syndicats libres. Pannekoek, fait notable, emporta l'adhésion massive des ouvriers présents, dans sa défense du mouvement réel contre les "chefs". Le résultat fut que les syndicats de Brême mirent fin à son contrat avec le cartel syndical local, après avoir mené une violente contre lui. Si l'organisation locale du parti continuait à le rémunérer et à le soutenir politiquement les choses s'aggravèrent avec la direction du parti. Ce n'était plus seulement la droite, mais le centre, en la personne de Kautsky, qui cherchaient à étouffer sa propagande écrite. En novembre 1911 pour la première fois Kautsky refusait un article de Pannekoek dans la *Neue Zeit*.

La lutte de la Gauche de Brême contre le "centre" kautskyste atteignit son point culminant entre 1910 et 1913. Pannekoek mena un front commun avec Rosa Luxemburg dans le débat sur la question électorale et la grève de masse. En septembre 1910, au congrès de Magdeburg, la gauche présenta une résolution commune insistant sur l'utilisation des moyens extraparlimentaires dans la lutte de

classe. Cette résolution pour la propagation de la grève de masse dans la presse et les réunions fut rejetée par le congrès. Parallèlement, Luxemburg et Pannekoek menaient une contre-offensive en règle contre la “ stratégie d’usure ” de Kautsky et son “ radicalisme passif ”. En 1913, au congrès de Iena, Pannekoek, au nom de la section de Brême, soutint une contre-résolution de Luxemburg qui parlait “ d’un regain d’intérêt pour la grève de masse politique ” et appelait - paradoxalement - à “ une campagne déchaînée pour la réforme électorale ” (130). Mais Pannekoek, plus que Rosa Luxemburg, mit l’accent sur la lutte contre la guerre.

En fait le combat des oppositions dans la social-démocratie allemande va se dérouler parallèlement, sans que soit réellement ébauchée une opposition commune. En 1913, se produisit une scission de fait entre Rosa Luxemburg et la Gauche de Brême. Celle-ci ne peut s’expliquer par les divergences entre Pannekoek et Rosa Luxemburg à propos des analyses de son livre *L’accumulation du capital*. L’origine en était “ l’affaire Radek ”. Celui-ci, installé en Allemagne depuis 1908, après avoir été membre du SDKPiL polonais (le parti de Rosa Luxemburg), était devenu l’un des opposants les plus décidés. Accusé de “ vol d’un manteau ” par la direction du SDKPiL, il en avait été exclu; et Rosa Luxemburg, soutenue cette fois par la direction du SPD, obtint son exclusion du parti, au congrès de Iena. Mais Radek, qui était l’un des militants les plus, actifs à Brême, fut soutenu totalement par Pannekoek et la section. Le résultat en fut que les ponts furent coupés entre la tendance de Rosa et celle de Brême; ce qui ne fut pas sans entraver tout le regroupement des *Linksradi kalen* pendant la guerre.

La Gauche de Brême, en fait, se montrait plus décidée que Rosa Luxemburg dans la formation d’une fraction. Formé à l’école bolchevik, Radek, de façon plus décidée que Pannekoek, se prononçait implicitement pour la formation d’une fraction dans le SPD. Lors des débats de 1913, dans le SPD, sur la réorganisation de la direction du parti, Pannekoek avait préconisé une direction “ étroite ” composée d’un “ petit nombre des meilleures têtes politiques du parti ”. Radek, non seulement parlait d’éliminer la fraction parlementaire de la direction du parti, mais ébauchait le plan de créer une

fraction dans le SPD. (131).

*
* * *

A la veille de la Grande Guerre, la Gauche de Brême était bien près de faire sécession. Politiquement, elle se situait déjà sur le terrain du “communisme de gauche”. Ses positions antisyndicales, contre les “chefs”, son soutien énergique à toute lutte spontanée des ouvriers, sa lutte constante contre le danger de guerre, lui donnaient une configuration propre. L’activité théorique de Pannekoek, qui insistait sur la nécessité de la “destruction de l’Etat par le prolétariat”, les analyses de Radek sur “l’impérialisme, stade ultime du capitalisme” (132) ont incontestablement influencé Lénine et les bolcheviks pendant la guerre. Socialement, l’opposition de Brême s’appuyait sur une base d’ouvriers qui était entrée en guerre larvée contre les instances des syndicats et du SPD. En juillet 1913, à la suite des grèves de Hambourg, 5.000 ouvriers des chantiers navals de Brême entamèrent une “grève sauvage” contre la volonté syndicale. Cette action antisyndicale fut soutenue résolument par Pannekoek, Radek et Knief.

A la scission en marche dans le parti s’ajoutait celle des masses ouvrières elles-mêmes d’avec leurs organisations.

En août 1914, en sa qualité d’“étranger”, Pannekoek fut contraint de quitter le sol allemand, pour regagner la Hollande. Radek, en 1915 quittait l’Allemagne pour la Suisse, où il allait travailler avec les bolcheviks dans la Gauche de Zimmerwald. Mais le combat n’était pas terminé : Pannekoek et Radek surtout continuèrent à suivre le développement de la fraction de Brême, qui expulsée de la social-démocratie publia le journal *Arbeiterpolitik*, en 1916. A la confluence des courants “radicaux de gauche” hollandais, allemand et russe, la Gauche de Brême préparait la naissance du courant

international communiste de gauche, qui se manifesta avec éclat à partir de 1918-1919. Dans ce processus, Pannekoek avait joué un rôle déterminant.

A la veille de la guerre, le SDP - après une crise d'isolement sectaire - avait incontestablement développé toute une activité intense dans le prolétariat néerlandais et dans la II^e Internationale, activité qui ne fut pas sans porter ses fruits. L'évolution du SDAP vers le " ministérialisme " - c'est-à-dire la participation à un gouvernement bourgeois -, son acceptation de la défense nationale, sa politique chauvine dans la question coloniale avaient incontestablement confirmé les analyses du courant marxiste. Celui-ci, compte tenu des conditions très défavorables de la scission de Deventer (1909), restait faible numériquement : 500 membres contre 15.000 au SDAP, qui s'appuyait de surcroît sur les 60.000 adhérents du NVV en 1913. Il est vrai que le SDP influençait notablement les 10.000 adhérents au syndicat NAS. Son influence électorale était quasiment nulle, et ce fait même qui contrastait avec une influence politique croissante dans la lutte de classe permit, après 1918, le développement d'une forte tendance antiparlementaire et anti-électorale, considérablement renforcée par les événements révolutionnaires en Allemagne.

L'influence du courant marxiste hollandais se faisait sentir bien au-delà du cadre de la petite Hollande. En Indonésie, mais de façon très ambiguë, le courant tribuniste - surtout grâce à la personnalité exceptionnelle de Sneevliet - gagnait une influence croissante sur les masses prolétariennes dites " indigènes ". Dans la Seconde Internationale, et surtout en Allemagne, en contact avec la Gauche marxiste allemande, le courant tribuniste contribuait de façon décisive à la naissance d'un embryon de gauche communiste. Ce poids considérable de la Gauche marxiste en Allemagne, et par contrecoup dans l'Internationale, était certes lié à l'activité intense de Pannekoek en Allemagne. Mais comme Gorter aux Pays-Bas, Pannekoek cristallisait à travers sa personne plus d'une décennie de lutte de parti, organisée, contre le réformisme et le révisionnisme. Sans cette lutte de parti, sur les plans organisationnel et théorique, l'action de Pannekoek et de Gorter n'eut guère été compréhensible. C'est pourquoi on ne peut réduire l'histoire du SDP tribuniste à celle de ses personnalités les plus

marquantes. L'histoire du SDP pendant la guerre devait montrer que ce petit parti n'était pas à l'abri de l'opportunisme, et qu'il ne pouvait être à l'abri des batailles politiques exacerbées nées de la guerre mondiale et de la Révolution russe.

NOTES

(1) Pëtr Struvé était un bourgeois libéral russe qui à la fin du XIX^e siècle s'était pris de passion pour le marxisme, en voulant y voir qu'une théorie du passage pacifique du féodalisme au capitalisme industriel. Son marxisme était toléré et même encouragé par la censure tsariste comme étant une apologie du capitalisme. Struvé devint l'un des chefs du parti libéral Cadet et se trouva au premier rang de la Contre-Révolution bourgeoise en 1917.

(2) Ce livre a été publié en 1932. Citation extraite de M.C. Wiessing, *Die Holländische Schule des Marxismus* ("L'école hollandaise du marxisme"), VSA Verlag, Hamburg, 1980.

(3) *Marx-Engels Werke (MEW)*, volume 3, p. 335-336.

(4) Cf. livre de Wiessing, déjà cité.

(5) Lettre de Nieuwenhuis à Marx du 28 mars 1882, citée par Wiesing, p. 19.

(6) Lettre à Nieuwenhuis du 22 février 1881, *MEW*, volume 35, p. 159.

(7) Cf. Albert de JONG, *Domela Nieuwenhuis*, Kruseman, Den Haag, 1966. Voir aussi: B. BYMHOLT, *Geschiedenis der arbeidersbeweging in Nederland*, 2 tomes, 1894 (reprint Van Gennep, Amsterdam, 1976.). Des éléments dans la préface de J.-Y. BERIOU, *Le socialisme en danger*, Paris, Payot, 1975.

(8) Cf. H.M. BOCK, *Geschichte des "linken Radikalismus" in Deutschland. Ein Versuch*. Suhrkamp, Frankfurt/Main, 1976, p. 38-73. Voir aussi textes de Marx et Engels (recueil), *La social-démocratie allemande*, 10/18, Paris, 1975.

(9) Marcel Liebmann, *Les socialistes belges 1885-1914; la révolte et l'organisation*, "Vie ouvrière", Bruxelles, 1979, p. 53-110.

(10) A. DE JONG, op. cit., p. 35-40.

(11) Les 12 "Apôtres" du SDAP étaient : L. Cohen (Zwolle); J.A. Fortuijn (Amsterdam); A. H. Gerhard

(Amsterdam), fils du fondateur de l'AIT aux Pays-Bas; F. van der Goes (Amsterdam); W.P.G. Helsdingen (Rotterdam); H. van der Kol (Ayvaille); H. Polak (Amsterdam); J.H. Schaper (Groningue); H. Spiekman (Sappemeer), typographe; P.J. Troelstra (Utrecht); H.J. van der Vegt (Zwolle); W.H. Vliegen (Maastricht), typographe. Toute la direction n'était pas composée de "messieurs", comme l'affirmèrent alors les anarchistes. Beaucoup étaient ouvriers. Aucun d'entre eux n'adhéra au mouvement tribuniste; tous furent ou devinrent révisionnistes. L'appellation d'"apôtres" est typique d'une mentalité générale modelée par un christianisme omniprésent. Presque tous étaient rédacteurs de journaux social-démocrates locaux. La presse du SDB passa donc dans les mains du SDAP.

(12) P.J. TROELSTRA, *Gedenkschriften* II, p. 137.

(13) Herman GORTER, "Die marxistische revolutionäre Arbeiterbewegung in Holland", *Proletarier*, Berlin, février 1922.

(14) Cf. F. DOMELA NIEUWENHUIS, *Le socialisme en danger*, présentation de Jean-Yves Bériou, Payot, Paris, 1975, p. 42, 62, 88-89; 95, 176, 180-181 et 186. La postface de Bériou interprète dans un sens "moderniste" la période historique de la IIe Internationale. Selon lui, le prolétariat était et reste une "classe pour le capital". Tout mouvement ouvrier intègre le prolétariat au capitalisme : "le 'mouvement ouvrier' est l'expression adéquate du mouvement même de la valeur... le mouvement ouvrier est l'expression du mouvement du capital variable, du prolétariat comme classe économique." Bériou affirme encore que la "IIe internationale correspondait aux conditions contre-révolutionnaires, au développement du capitalisme. Il en tire comme conclusion que la Gauche communiste ne devait pas rester à l'intérieur de la IIe Internationale : "Une des grandes faiblesses du mouvement communiste renaissant vers 1905 (Trotsky, Luxemburg, Pannekoek, etc.) sera l'incompréhension de la nature de la social-démocratie."

(15) Cf. revue du communiste des conseils hollandais Cajo Brendel, *Daad en Gedachte* ("Acte et pensée"), n° 1 et n° 2, janvier et février 1984, "Over een povere en over een wezenlijke kritiek op de sociaaldemocratie". Voir aussi la brochure de ce groupe : *Was de sociaaldemocratie ooit socialistisch?* ("La social-démocratie fut-elle jamais socialiste?"), "Daad en Gedachte", Schouw 48-

11, Lelystad (Pays-Bas).

(16) Cf. le livre de Georges HAUPT, *La Deuxième internationale, étude critique des sources*. Essai bibliographique, Mouton, Paris - La Haye, 1964. Il est significatif que le Bureau socialiste international (BSI), en principe instance dirigeante de l'Internationale, ne fut fondé qu'en 1900. Il n'avait pas ou peu de fonctions dirigeantes. Georges Haupt note que " le parti allemand, de tous le plus influent, contesta l'utilité de transformer le Bureau en un organe dirigeant et ne cessa de manifester ses réserves à toute tentative d'élargir les compétences de cet organisme." Cela se retrouvait dans toutes les sections, sauf les plus révolutionnaires; ainsi, Vaillant, du P.S. français déclarait que " le BSI est surtout un organe de corrélation, ce n'est pas un organe de direction " (1910). Même Rosa Luxemburg ne voyait dans les décisions des congrès de la II^e Internationale qu'une sanction morale : " la sanction du Congrès international est morale, mais elle est immense ".

(17) GORTER, art. cit.

(18) Piet Wiedijk (1867-1938), connu sous le pseudonyme littéraire de J. SAKS ; pharmacien; adhère au SDB en 1892, puis au SDAP - secrétaire de rédaction de *De nieuwe tijd* (1902-1913) - fait partie du SDP tribuniste de 1909 à 1915. Cf. Frits De Jong Edz., *J. Saks, literator en marxist. Een bijdrage tot de geschiedenis van het marxisme in Nederland*, Amsterdam, 1954, Wiedijk,, malgré son départ du SDP, resta actif. Dans les années 1930 il collabora avec Sneevliet et Roland Holst à la rédaction du mensuel *De nieuwe weg*. Ce critique littéraire de profession a laissé des *Mémoires* très critiques sur le SDAP et le SDP tribuniste,

(19) Cf. DE LIAGRE BÖHL, *Herman Gorter. Zijn politieke activiteiten van 1909 tot 1920 in de opkomende kommunistische beweging in Nederland*, SUN, Nijmegen, 1973. Sur son activité militante, dans la section de Bussum, qu'il dirigeait, cf. *Herman Gorter. Een revolutionair socialist in politiek Bussum*, 1977, édité par la section du Parti socialiste pacifiste (PSP), Bussum/ Naarden.

(20) Pour l'activité politique de Pannekoek à Leiden, cf. C. MALANDRINO, " La prima attività politica e sociale di Anton Pannekoek a Leida (1899-1906), *Il pensiero politico*, Firenze, XV, 2, 1982. Maurits Mendels, comme Pannekoek, fit parti au départ de l'Union électorale libérale de Leiden. Ce journaliste

et avocat, rattaché au SDAP, fut un temps très bref membre du SDP en 1909. Il en démissionna pour rejoindre la “ vieille maison ” et devenir député, puis sénateur. Knuttel, célèbre philologue, resta toute sa vie dans le mouvement tribuniste, puis communiste. Dans le PC, il suivit tous les tournants staliniens.

(21) Cf. Anton PANNEKOEK, *Herinneringen*, avec introduction de B.A. SIJES, ancien membre du G.I.C., qui a publié les Mémoires de Pannekoek écrits en 1944; Van Gennep, Amsterdam, 1982. Pannekoek, en 1903, eut une attitude très radicale. Dans une intervention au cours d'une grande réunion d'ouvriers de Leiden, il fit voter une motion exigeant que “les ouvriers doivent empêcher par tous les moyens les lois scélérates”. Menacé de licenciement, il fut convoqué directement par Kuyper, le chef du gouvernement, qui avait eu l'attention attirée par les articles de Pannekoek. Après une discussion générale sur le marxisme et ses articles, Pannekoek réussit à obtenir de Kuyper qu'il n'y ait pas d'entrave à “la libre expression par un fonctionnaire de ses convictions politiques”; mais que “sous peine de destitution, il n'avait pas à entrer en lutte contre la loi”. Ces menaces n'empêchèrent nullement Pannekoek d'écrire constamment contre la “loi et l'ordre” bourgeois (op. cit. p. 91-92).

(22) Cf. Autobiographie de ROLAND HOLST, *Het vuur brandde voort. Levensherinneringen*, Amsterdam, 1949. Roland Holst en 1948, écrivit un livre à la gloire de Gandhi : *Een requiem voor Gandhi*. Plus intéressantes politiquement, ses contributions sur la grève de masse, de 1905 et 1918 attendent d'être publiées dans d'autres langues que le hollandais. Ainsi son livre majeur : *De revolutionaire massaaktie. Een studie*, Rotterdam, 1918.

(23) Cf. A.J. KOEJEMENS, *David Wijnkoop, een mens en cïe strijd Voor het socialisme*, Moussault's uitgeverij, Amsterdam, 1967.

(24) En 1903, Gorter publiait ses *Versen* d'inspiration individuelle. Par la suite, partisan d'un “art prolétarien”, il publia des poèmes d'inspiration socialiste, qui étaient loin d'avoir la force et la valeur poétiques de *Mai*. *Een klein heldendicht* (1906) (“Une petite épopée”) chante l'évolution d'un jeune prolétaire vers le socialisme. Plus inspirés sont ses poèmes, *Pan* (1912), épopée de l'émancipation de l'homme et de la femme, et *Le conseil ouvrier (De Arbeidersraad)*, qui chante de façon épique la

terrible défaite du prolétariat mondial dans les années 20. Gorter oscillait entre lyrisme personnel et épopée socialiste didactique. A la différence de Trotsky, Mehring, etc., il estimait possible un “pur art prolétarien”. Les 8 tomes des œuvres poétiques de Gorter ont été publiées par Quérido, Bussum-Amsterdam, 1950-1952.

(25) Pannekoek écrivit en octobre 1912 à Kautsky qu’il préférerait en général “ n’apporter que des éclaircissements théoriques ”. Il ajoutait: “ Vous savez que ... je ne me laisse entraîner dans les luttes pratiques que contraint et forcé.” (Cité par SIJES, op. cit., p. 15.) Cette remarque pour la période militante de Pannekoek (1899-1921) est certes exagérée. Mais, à la différence de Lénine, Luxemburg, Pannekoek se sentait plus un “pédagogue” qu’homme d’action plongé dans toutes les luttes quotidiennes. Cet état d’esprit “pédagogique”, en germe, se développa pleinement dans les années 20 et 30.

(26) TROELSTRA, *De SDAP*, 1912. Cité par Sam DE WOLFF, *Voor het land van Belofte. Een terugblik op mijn leven*, Nijmegen, 1978. De Wolff (1878-1960) fut tribuniste de 1909 à 1913, avant de retourner au SDAP. Il devint par la suite sioniste, et après la IIe Guerre mondiale membre du Parti du travail social-démocrate.

(27) DE LIAGRE BÖHL, op. cit., p. 23-25. Comme pour Rosa, l’amitié de Gorter et Pannekoek avec Kautsky ne résista pas aux divergences politiques. La vérité révolutionnaire passait avant les sentiments personnels.

(28) Pour l’histoire de la lutte du marxisme contre le révisionnisme, cf. la brochure de 43 pages, rédigée par Gorter, Pannekoek, van Ravesteyn, publiée à Berlin par Pannekoek en 1909 : *Die Gründung der Sozialdemokratischen Partei in Nederland (SDP)*. Traduction française, in *Histoire de la Deuxième internationale*, Minkoff Reprint, Genève, tome 20.

(29) *La question agraire* (1899), reprint Maspéro, Paris, 1979. L’édition espagnole est plus complète : *La Cuestion agraria*, “Siglo Veintiuno”, México, 1974, avec une préface de G. PROCACCI. Ce livre est une œuvre de combat contre le révisionnisme de Bernstein, et une remarquable étude sur l’évolution des classes à la campagne. Il combat les concessions aux couches petites-bourgeoises de la

paysannerie.

(30) Cf. *Die Gründung der SDP*, p. 4-5.

(31) *Le socialisme en France*, Belfond, Paris, 1971, p. 213. En France, la bourgeoisie radical-socialiste pour lutter contre le développement du mouvement ouvrier joua la carte anticléricale. Elle espérait aussi, compte tenu de la "popularité" de l'anticléricisme entraîner le socialisme sur un terrain qui n'était pas le sien, et en récolter de surcroît le profit électoral.

(32) Cf. op. cit., p. 5 : "die Schulfrage" ("La question scolaire").

(33) Résolution du congrès; op. cit. p. 5.

(34) Cf. op. cit., p. 6.

(35) Il n'était pas rare que les ouvriers travaillent six jours par semaine plus de 14 heures par jour. Sur les conditions inhumaines des ouvriers des transports et le développement du mouvement ouvrier hollandais à cette époque, voir : *De spoorwegstakingen van 1903 - Een spiegel der arbeidersbeweging in Nederland* (" Les grèves des chemins de fer de 1903 ; un miroir du mouvement ouvrier aux Pays-Bas "), étude de A.J.C. Rüter, Leiden, 1935. Réédition, sans date (années 70), par SUN reprints, Nijmegen.

(36) Ces syndicats de métier, héritage de la période artisanale du mouvement ouvrier, furent remplacés progressivement par les syndicats d'industrie. Ceux-ci regroupaient tous les ouvriers par branche, quel que fut le métier exercé dans celle-ci. Le développement de la grève de masse au début du siècle allait montrer cependant que - lors de la lutte ouverte contre le capital - l'organisation en branches d'industrie était dépassée par l'organisation massive des ouvriers de toutes les branches. L'idée d'une " grande union " propagée par les IWW américains allait vite se révéler inadéquate, en ne voyant que la lutte économique par branche, alors que la grève en masse tendait à devenir politique par la confrontation de toute une classe, et non de certaines de ses parties, contre l'Etat.

(37) Cf. Albert de Jong : *De spoorwegstaking van 1903*, La Haye, 1953. Point de vue libertaire sur la grève des chemins de fer.

(38) Cf. Rüter, op. cit., p. 260-316. Pannekoek raconte de façon très vivante la grève, d'un point de

vue marxiste, dans ses *Herinneringen* (Souvenirs), déjà cités, p. 86-93. Il montre très bien le surgissement spontané du comité de grève et l'extension rapide du mouvement.

(39) Cf. De Jong, op. cit., p. 17-19.

(40) Les anarcho-syndicalistes avaient de loin une attitude plus décidée dans la grève; mais ils restaient prisonniers de leur théorie de la grève générale. Dans la pratique, le NAS anarcho-syndicaliste qui participait au "Comité de défense" avait une attitude oscillante, se trouvant plus 'à droite' que sa base.

(41) Article "Wat nu?" ("Et maintenant?") dans le quotidien *Het Volk* du 17 mars 1903.

(42) Réponse de Pannekoek à Troelstra, dans *Het Volk* du 26 mars. Sans employer le mot de trahison, Pannekoek dénonçait "le crime" contre l'unité; le "préjudice causé au mouvement ouvrier" et le "deshonneur pour le parti".

(43) C'est cette joie de lutter que soulignait Roland-Holst comme caractéristique de la grève de masse : "Plus que de l'organisation, de l'habileté à lutter, il y eut au début du vingtième siècle le plaisir de lutter chez les ouvriers des Pays-Bas", se traduisant par "une résistance spontanée à petite et grande échelle". (Cf. *Kapitaal en Arbeid*, op. cit.)

(44) Le maintien de l'anarchisme et le développement du syndicalisme-révolutionnaire étaient, selon les théoriciens de la Gauche marxiste, "le prix payé au développement de l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier socialiste". Cependant, aux Pays-Bas, en France, Espagne, Italie, etc., bien des syndicalistes révolutionnaires allaient se rallier au Parti communiste après 1920.

(45) Article de Rosa Luxemburg : "Die Theorie und die Praxis", *Die Neue Zeit*, 1910; traduit en français dans le recueil présenté par Henri Weber : *Kautsky, Luxemburg, Pannekoek. Socialisme - La voie occidentale*, PUF, Paris, 1983. En allemand, textes in *Die Massenstreikdebatte*, Frankfurt, 1970, avec introduction de Antonia Grünenberg.

(46) Même article, op. cit., p. 204-203.

(47) Intervention de Gorter au 9^e congrès du SDAP en 1903; compte rendu du congrès, p. 17 et 19. Citée par Rüter, op. cit., p. 572.

(48) Extraits de Kautsky, cités par Rosa Luxemburg, dans son article “ La théorie et la pratique ”. Les prises de position de Kautsky en faveur de la révolution sont rappelées par Rosa de façon polémique. *Le chemin du pouvoir (Der Weg zur Macht)*, écrit en 1909, est le chant du cygne du “pape du marxisme”. Le livre a été republié par les Editions Anthropos, Paris, 1969, avec une présentation de Victor Fay, qui cite les prises de position successives de Lénine à l’égard de Kautsky.

(49) Chiffres donnés par Rüter, op. cit., p. 550.

(50) A partir de 1909, date de la scission dans le parti, le NAS fut très influencé par Sneevliet qui était président de l’Union ouvrière des ouvriers des chemins de fer et trams.

(51) Henri Polak, après quelques vellétés “marxistes” et sympathies tribunistes, devint révisionniste. Il fut député du SDAP de 1913 à 1937.

(52) Sous prétexte de ne pas suivre les consignes “ d’action directe ” du NAS, le NVV se situa en retrait des grèves, refusant de fait toute solidarité : grève du bâtiment d’Amsterdam en 1909-1910; grève des marins en 1911.

(53) Compte rendu du 9^e congrès du parti, p. 8.

(54) La nomination de P.L. Tak (1848-1907), écrivain et journaliste, était la seule concession faite à la Gauche.

(55) Gorter - à la différence de Wijnkoop et van Ravesteyn - eut toujours un réel souci de l’unité de l’organisation, tout en demeurant intransigeant dans la discussion politique.

(56) Cf. *Die Gründung der SDP*, p. 8.

(57) Idem, p. 8.

(58) Ibidem, p. 9. Aux côtés de Gorter, on trouvait Wijnkoop, Mendels et Wibaut.

(59) Ibidem, p. 11. Le comité directeur se contenta d’exprimer son “ étonnement ” face aux positions de Troelstra.

(60) Rosa Luxemburg posait la véritable question sous-jacente : “ réforme ou révolution ”. Elle pouvait ainsi écrire : “ ...ce qui compte avant tout, c’est l’organisation générale de notre agitation et de notre presse afin d’amener les masses laborieuses à compter de plus en plus sur leurs propres forces et sur

leur action autonome et à ne plus considérer les luttes parlementaires comme l'axe central de la vie politique." Du point de vue révolutionnaire, il était vital de "prévenir la classe ouvrière consciente contre cette illusion pernicieuse selon laquelle il est possible de ranimer artificiellement la démocratie et l'opposition bourgeoise au parlement en modérant et en émoussant la lutte de classe social-démocrate." (*Sächsische Arbeiterzeitung*, 5-6 décembre 1904).

(61) Troelstra, *Inzake partijleiding*, Rotterdam, 1906.

(62) Troelstra, op. cit. p. 96.

(63) Cette démagogie utilisée par le très bourgeois Troelstra, qui se parait de 'couleurs' ouvriéristes, fut souvent utilisée contre la Gauche marxiste. Elle fut remise à l'honneur dans les années 1920 avec la bolchevisation des partis communistes, pour écraser la Gauche communiste.

(64) Troelstra, idem, p. 96. Cité par la brochure *Die Gründung der SDP*, p. 14.

(65) Troelstra, idem, p. 101.

(66) Cf. *Die Gründung der SDP*, p. 15.

(67) Idem, p. 16.

(68) Idem, p. 20.

(69) Idem, p. 20.

(70) Pannekoek : "*Theorie en beginsel in der arbeidersbeweging*" ("Théorie et principe dans le mouvement ouvrier"), in *De Nieuwe Tijd*, 1906, p. 610. Frank van der Goes : *Verkeerde partijleiding* ("Une mauvaise direction du parti"), Rotterdam, 1907.

(71) Gorter, *Sociaal-democratie en revisionisme*, Amsterdam, 1909, p. 122.

(72) Ph. Bourrinet : *La Gauche communiste d'Italie*, Paris-I, 1980.

(73) Cf. chapitre sur *De Tribune* dans le SDAP, dans le livre de Van Ravesteyn : *De Wording van het communisme in Nederland (1907-1925)* ("La naissance du communisme aux Pays-Bas"), Amsterdam, 1948.

(74) Cf. *Die Gründung der SDP*, p. 28.

(75) Ibid.

(76) Idem, p. 29.

(77) *L'accumulation du capital*. La critique faite par Pannekoek fut publiée dans la "Neue Zeit" de Kautsky, XXXI (1912-1913), p. 780-792 : "Theoretisches zur Ursache der Krisen".

(78) Dans une lettre du 29 novembre 1864 à L. Philips, Marx était très explicite sur la raison de ces figures de style héritées d'une période révolue : "Par politesse pour les Français et les Italiens qui emploient toujours de grandes phrases, j'ai dû accueillir dans le Préambule des Statuts, mais non dans l'Adresse, quelques figures de style inutiles." (Cité par R. Dangeville : *Le parti de classe. II. Activité, organisation*, Petite collection Maspéro, Paris, 1973.)

(79) L'assertion de Troelstra est citée dans la brochure polémique de Gorter, p. 12 : *Klassemoraal. Een Antwoord aan Jhr. De Savornin Lohman en Mr P.J. Troelstra, leden der Tweede Kamer, De tribune* déc. 1908.

(80) Brochure à partir des articles de Gorter, in *De Tribune*, 5 déc.1908.

(81) Cf. *Klassemoraal*, p. 11.

(82) Cité par Roger Dangeville, op. cit., p. 92. La publication de la correspondance de Marx et Engels en 1913, avec cette lettre à Engels, était une confirmation éclatante de l'argumentation de Gorter. Celui-ci put citer triomphalement cette lettre dans *De Tribune* du 13 déc. 1913.

(83) Cf. *Cahiers over de geschiedenis der CPN*, n° 7. sept. 1982; "De ideologische en organisatorische aspecten van het Tribune-conflict 1907-1909".

(84) Cf. *Vrij Nederland*, 18.2.1984, "Het Deventer congres", p. 14-15.

(85) Cette lettre se trouve dans les Archives Kautsky, à l'IISG d'Amsterdam (D XI 241). Citée par DE LIAGRE BÖHL, op. cit., p. 45.

(86) Cf. *Verslag van het buitengewoon congres der SDAP, gehouden op 13 en 14 februari 1909 te Deventer*, Amsterdam, 1909.

(87) Cf. *Vrij Nederland*, art. cit., p. 19-23.

(88) Cf. *Verslag van het buitengewoon congres der SDAP, gehouden op 13 en 14 februari 1909 te Deventer*, p. 20.

(89) *Idem*, p. 20. Cité par *Vrij Nederland*, *op. cit.*, p. 22.

(90) Tel Mendels, qui devait par la suite quitter le SDP. Les militants les plus anciens, comme Van der Goes et Roland Holst restèrent dans le SDAP.

(91) Cf. DE LIAGRE BÖHL, *op. cit.*, p. 49.

(92) Tous devaient participer en 1914 à l'Union sacrée contre l'Allemagne.

(93) Lettre de Louise Gorter à Pannekoek du 23 mars 1909, citée par DE LIAGRE BÖHL, *op. cit.* Bien que suivant la situation de loin, de Berlin où il enseignait dans l'Ecole du SPD depuis 1906, Pannekoek partageait entièrement le point de vue de Gorter. Il était contre toute scission précipitée, de façon à gagner " une très grande partie de l'ancien parti ". Dans une lettre à Wiinkoop, il conseillait de former un groupe marxiste compact et " d'accepter même la suppression de *Tribune*. Bien que se situant totalement aux cotés du nouveau parti, Pannekoek était très critique sur la politique de Wijnkoop et Van Ravesteyn. Dans ses souvenirs écrits en 1944, il estimait que les deux chefs tribunistes n'avaient en fait que l'idée de constituer " leur propre parti ". Ces citations - *Herinneringen*, Van Gennep, 1982, p. 143-145 - montrent combien Gorter et Pannekoek étaient d'accord pour d'abord constituer une fraction marxiste dans l'ancien parti, avant d'envisager une scission.

(94) Résolution du congrès, citée dans la brochure " Die Gründung der SDP ", p. 36; *Congres-verlagen der SDP*, 1909-1910, p. 44-45.

(95) Depuis le congrès international d'Amsterdam, en 1904, il ne pouvait y avoir qu'une seule section par pays rattachée à la IIe Internationale. Pour l'admission du SDP, les tribunistes rédigèrent en français la brochure *Rapport du P.S.D. en Hollande au B.S.I.*, par Wijnkoop et Mensing, 1910 (t. 18, Minkoff Reprint, Genève).

(96) Cf. *Bulletin périodique* n° 2, mars 1910, p. 39-42, qui donne le compte rendu des interventions lors de la session du BSI du 7 nov. 1909. (t. 23, Minkoff Reprint, *Histoire de la IIe Internationale*, Genève.)

(97) Lénine, *Oeuvres*, Editions sociales, tome 16, p. 144-148 : " La 11e session du BSI ", 6 janvier 1910.

(98) Lénine écrivait que “ Madame Roland Holst est à (son) avis un Kautsky hollandais ou un Trotsky hollandais ... décidément pas d'accord avec les opportunistes et en pratique d'accord sur toutes les choses importantes. ” (*Briefe*, Band IV, p. 101 et 110)

(99) Cf. “ *De Tribune* ”, 10 septembre 1910. Van Ravesteyn - à la place de Gorter, tombé malade - et Wijnkoop furent délégués officiellement au congrès de Copenhague en 1910.

(100) Chiffres fournis par De Liagre Böhl, op. cit., p. 58.

(101) Selon Roland Holst (*Kapitaal en Arbeid*, p. 93), Gorter était le seul capable “ de toucher le coeur des ouvriers et d'y éveiller un véritable enthousiasme. Mais par son éducation bourgeoise - mais aussi à une époque où les “ chefs ” des partis ouvriers étaient souvent éloignés de la “ base ” - Gorter maintenait une distance avec les ouvriers réels. Une anecdote le prouve : invité à faire une tournée de propagande dans la ville textile d'Enschede, Gorter, à la descente du train, alla tranquillement boire son café dans un établissement renommé, en laissant attendre dehors l'ouvrier Van het Reve, qui l'accompagnait. Van het Reve devint par la suite, après 1920, un dirigeant du CPH (Cité par VAN HET REVE, *Mijn rode jaren. Herinneringen van een ex-Bolsjeviek*, Utrecht, 1967, p. 62.)

(102) Ger HARMSSEN, *Blauwe en rode jeugd*, SUN Reprint, Assen, 1961.

(103) En 1911, entrèrent dans la direction du SDP des travailleurs, tel Barend Luteraan, qui joua un rôle actif dans le mouvement de jeunesse “ *Zaaijer* ” pendant la guerre, puis à la tête de l'opposition du CPH en 1919-1921.

(104) Van Ravesteyn était historien et bibliothécaire; Ceton, professeur de biologie; G. Mannoury un célèbre mathématicien et logicien; J.A.N. Knuttel, un membre réputé de la Commission de philologie et littérature de la Société de littérature néerlandaise.

(105) *De Tribune*, 19 nov. 1910, “ *Sekte of Partij* ”. De façon lucide, Gorter soulignait que la petitesse d'une organisation n'était pas une garantie et recelait tout autant de danger que l'organisation de masse opportuniste: “ Nos ennemis condamnent le petit groupe à l'impuissance par l'exclusion; et dans le petit groupe il existe la possibilité qu'il se referme sur lui-même. Ce danger menace la petite organisation, eût-elle les meilleurs principes du monde. Ce danger menace aussi constamment notre

petit parti. ”

(106) *Het Volk*, 19 mai 1913.

(107) DE WOLFF, op. cit., p. 120. Rosa Luxemburg, peu au fait des affaires hollandaises, donnait pourtant en exemple le SDAP pour son “intransigeance” dans l’Internationale face au “ministérialisme”.

(108) DE LIAGRE BÖHL, op. cit., p. 113.

(109) Roland Holst, qui condamnait la “trahison” du SDAP, lors de la grève des marins et dockers de Juillet 1911, avait fait part de son intention de quitter le SDAP, sans rejoindre le SDP, à Sneevliet; ce dernier, présent à Berlin, en fit part à Rosa Luxemburg. Roland Holst s’attira la réponse suivante de Rosa, qui condense toute la vision de la nécessité de l’organisation dans le mouvement marxiste de gauche ; ‘après avoir condamné son attitude en 1909, où elle laissa les tribunistes isolés - “ tu sais que j’étais fortement contre, alors que toi tu restais dans le parti et que les autres s’en allaient ” - et la scission, elle ajoutait que Roland Holst devait adhérer soit au SDAP soit au SDP, mais jamais quitter le mouvement ouvrier organisé : “ J’étais et suis d’avis que vous devez vous regrouper tous ensemble à l’intérieur ou à l’extérieur; un éparpillement des marxistes (à ne pas confondre avec des divergences de vue) est fâcheux. Mais maintenant que tu veux sortir du parti, je devrais de toutes mes forces t’en empêcher. Tu ne veux m’a-t-on dit - pas adhérer au SDP. Que cela soit juste ou non, je ne peux porter un jugement. Mais assez! tu ne veux et ne peux adhérer au SDP. Mais alors ta sortie du SDAP signifierait ta sortie du mouvement social-démocrate! Cela tu ne le peux; aucun de nous ne le peut! Nous ne pouvons être à l’extérieur de l’organisation, sans contact avec les masses. Le pire parti ouvrier vaut mieux que pas de parti du tout. Et les temps peuvent certes changer. Dans quelques années, une période tumultueuse en Hollande ou dans toute l’Europe peut balayer le fumier opportuniste. Mais on ne peut pas attendre cette période au dehors; on doit continuer le combat jusqu’à l’extrême, aussi stérile puisse-t-il paraître. ” (in H. ROLAND HOLST, *Rosa Luxemburg, haar leven en werken*, Rotterdam, 1935, p. 314-315.). La lettre est du 11 août 1911. J.P. NETTL, “ *La vie et l’œuvre de Rosa Luxemburg* ”, Maspéro, 1972, tome II, p. 636, donne comme date - sur la même page

- 1905 et 1908, de façon erronée, alors que la citation de Rosa Luxemburg qu'il donne parle clairement de l'existence du SDP (créé en 1909).

(110) VAN RAVESTEYN, "Angriffskrieg oder Verteidigungskrieg? Jaurès über den Ursprung des deutsch-französischen Krieges", *Die Neue Zeit*, 1907-1908, Band I, p. 388-399. Tout autant que Van Ravesteyn, Luxemburg condamnait les positions opportunistes exprimées par Jaurès dans son livre *L'armée nouvelle* : " Ici nous retrouvons comme base de toute l'orientation politique cette fameuse distinction entre guerre défensive et guerre offensive qui a joué jadis un rôle important dans la politique étrangère des partis socialistes mais qui, en fonction des expériences des dernières décennies, devrait être purement et simplement mise au rancart." (*Leipziger Volkszeitung*, 9 juin 1911.)

(111) Avertissement de Gorter, octobre 1914, au début de sa brochure *Het imperialisme, de Wereldoorlog en de Sociaal-democratie*.

(112) *Die Neue Zeit*, n° 3, 1907-1908, p. 84-94.

(113) *De Nieuwe Tijd*, 1907, p. 867-884.

(114) *De Tribune*, n° 89, août 1914.

(115) Pour les résolutions, comptes rendus, débats consacrés à la question coloniale, cf. les reprints récents en 3 langues (français, anglais, allemand) : *Histoire de la Deuxième Internationale 1889-1914*, tome 1 à 23, Minkoff Reprint, Genève, 1979-1985. (Sous la direction de G. HAUPT et M. WINOCK.)

Cf. aussi *La Deuxième Internationale et l'Orient*, Cujas, Paris, 1967, p. 212-248; p. 319-332; p. 18-71.

(Sous la direction de G. HAUPT et M. REBERIOUX.); Max PERTHUS, *Henk Sneevliet, revolutionair-socialist in Europa en Azië*, SUN, Nijmegen, 1976, p. 89-201; Fritjof TICHELMAN, *Socialisme in Indonesië*. - *De Indische Sociaal-Democratische Vereeniging 1897-1917*, vol. 1, Dordrecht, 1985; F. TICHELMAN, *Henk Sneevliet. Een politieke biografie*, Van Gennep, Amsterdam, 1974; Michael WILLIAMS, "Sneevliet and the Birth of Asian Communism", in *New Left Review*, n° 123, septembre-octobre 1980; MacVEY (R.T.), *The Rise of Indonesian communism*, Ithaca, New York, 1965; Leslie PALMIER, *Communists in Indonesia*, London, 1973.

(116) H. ROLAND HOLST : *Generalstreik und Sozialdemokratie*, 2^e édition, 1906, avec une préface

de Karl Kautsky, Dresden. Traduction hollandaise : *Algemeene werkstaking en sociaal-democratie*, Rotterdam, 1906, Mais la synthèse de toute l'expérience de grèves de masse et grèves révolutionnaires se trouve avant tout dans son ouvrage écrit en 1918 : *De revolutionaire massa-actie*; een studie door Henriëtte ROLAND HOLST VAN DER SCHALK, Rotterdam, 1918. Le livre était dédié "à son ami Pannekoek".

(117) PANNEKOEK *Religion und Sozialismus*, Bremen, 1906. Pour l'activité de Pannekoek en Allemagne, cf. ses Mémoires (*Herinneringen*, Amsterdam, 1982, p. 112-178; H.M. BOCK, "Anton Pannekoek in der Vorkriegsozialdemokratie. Bericht und Dokumentation", in *Jahrbuch Arbeiterbewegung* 3, p. 103-167; 1975; C. MALANDRINO, "Anton Pannekoek e il movimento socialdemocratico tedesco (1906-1914)", in *Annali della Fondazione Luigi Einaudi*, Torino, 1983, p. 497-543; Karl Ernst MORING, *Die Sozialdemokratische Partei in Bremen 1890-1914*, Hannover, 1968.

(118) Le livre de Cajo Brendel, *Anton Pannekoek, theoretikus van het socialisme*, SUN, Nijmegen, 1970, dépeint Pannekoek comme un "théoricien pur" et ne mentionne pratiquement pas l'activité militante constante du théoricien soit à Leiden, soit en Allemagne.

(119) A. PANNEKOEK, "The S.P.D. Party school in Berlin", in *International Socialist Review*, déc. 1907, p. 321-324.

(120) Samuel Lewitin, étudiant bolchevik, exilé à Berlin, étudia psychologie et pédagogie. Il retourna en Russie en 1917, et devint professeur de pédagogie. Si Pannekoek ne connut pas personnellement Lénine, il eut en 1913, au congrès de Iena, des discussions avec Trotsky, sur la situation russe et mondiale.

(121) PANNEKOEK, *Herinneringen*, op. cit., p. 117.

(122) C. MALANDRINO, op. cit., p. 540.

(123) Lettre de Pannekoek à Kautsky (sept. 1910), adressée à ce dernier après la tenue du congrès international de Copenhague, auquel il n'avait pas pu participer (Citée par B.A. Sijes, introduction aux *Herinneringen*, op. cit., p. 16.)

(124) *Herinneringen*, op. cit., p. 145-146. L'imprimerie du *Vorwärts* à laquelle Pannekoek s'adressa

refusa net. Il n'était pas question d'aider et soutenir les scissionnistes hollandais.

(125) Cité par Hans Manfred BOCK, *op. cit.*, p. 127. Les articles de Pannekoek, parurent régulièrement dans *De Tribune* de 1908 à 1914 sous la rubrique "Lettres de Berlin".

(126) Pannekoek n'écrivit pas seulement pour la presse social-démocrate allemande, mais aussi *De Nieuwe Tijd* (Pays-Bas); *The International Socialist Review* de Chicago; *The New Review* de New York. Les thèses des "tribunistes" étaient donc largement connues avant 1914 aux USA.

(127) A. Pannekoek, *Die taktischen Differenzen in der Arbeiterbewegung*, Hamburg, 1909.

(128) Alfred Henke (1868-1946), ouvrier cigariier, devint rédacteur en chef du *Bremer-Bürgerzeitung* en 1906, dans l'aile gauche, mais, en 1917 il adhéra à l'USPD; devint président du conseil d'ouvriers et soldats de Brême en 1919. Il évolua vers la droite; membre de l'Assemblée nationale, il retourna au SPD en 1922, et resta député jusqu'en 1932.

(129) Johann Knief (1880-1919), instituteur, membre du SPD depuis 1906, fut rédacteur du *Bremer Bürgerzeitung* de 1911 à 1916. Membre fondateur des "Linksradiakalen", plus tard KPD. Il édita *Arbeiterpolitik*, auquel collabora Radek. Knief dit P. Unruh fut emprisonné par le Gouvernement pendant l'année 1918, pour ses activités révolutionnaires.

(130) J.P. NETTL, *La vie et l'œuvre de Rosa Luxemburg*, t. I, Maspéro, 1972, p. 451.

(131) Cf. D. MÖLLER, *Karl Radek in Deutschland*, Köln, 1976. La section de Brême édita le livre de Radek, *Der deutsche Imperialismus und die Arbeiterklasse* (1912), qui rejoignait les conclusions de Pannekoek sur l'impérialisme.

(132) L'impérialisme était analysé par Radek comme "la dernière phase de développement du capital". (RADEK, *In den Reihen der deutschen Revolution 1909-1919*, München, 1920, p. 72.)